
Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Document budgétaire complémentaire

Présentation du budget de fonctionnement de 2010 et du
Programme triennal d'immobilisations 2010 - 2012
à la Commission ad hoc sur le budget (volet ville) et conjointement
Commission ad hoc sur le budget (volet agglomération)

Le 18 janvier 2010

Montréal 

Table des matières

I – Prévisions budgétaires 2010 du Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

▪ Organigramme du Service	2
▪ Mission du Service	3
▪ Faits saillants de 2010	4
▪ Principaux objectifs 2010	6

II – Prévisions budgétaires par activités (comparatif 2009 - budget 2010)

▪ Revenus par activités et compétences (total du Service)	10
▪ Principaux éléments de variation des revenus	11
▪ Dépenses par activités et compétences (total du Service)	12
▪ Principaux éléments de variation des dépenses	13
▪ Revenus et dépenses par principaux objets (total du Service)	14

III – Programme triennal d’immobilisations 2010 - 2012

▪ Programme triennal d’immobilisations 2010 à 2012	16
--	----

Table des matières (suite)

IV – Prévisions budgétaires 2010 par directions

Détails des prévisions budgétaires 2010 par directions

- Direction du service
 - Organigramme..... 20
 - Budget comparatif 2009 - 2010 – revenus et dépenses..... 21
 - Principaux éléments de variation des revenus..... 22
 - Principaux éléments de variation des dépenses..... 23

- Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise
 - Organigramme..... 26
 - Mission..... 27
 - Principales réalisations 2009..... 28
 - Principaux objectifs 2010..... 31
 - Budget comparatif 2009 - 2010 – revenus et dépenses..... 33
 - Principaux éléments de variation des revenus..... 34
 - Principaux éléments de variation des dépenses..... 35
 - Programme triennal d'immobilisations 2010-2012..... 36

Table des matières (suite)

IV – Prévisions budgétaires 2010 par directions (suite)

▪ Direction de l'analyse financière et administration	
▪ Organigramme.....	38
▪ Mission.....	39
▪ Principales réalisations 2009.....	40
▪ Principaux objectifs 2010.....	48
▪ Budget comparatif 2009 - 2010 – revenus et dépenses.....	51
▪ Principaux éléments de variation des dépenses.....	52
▪ Direction du développement économique et urbain	
▪ Organigramme.....	54
▪ Mission.....	55
▪ Principales réalisations 2009.....	56
▪ Principaux objectifs 2010.....	62
▪ Budget comparatif 2009 - 2010 – revenus et dépenses.....	64
▪ Principaux éléments de variation des revenus.....	65
▪ Principaux éléments de variation des dépenses.....	66
▪ Programme triennal d'immobilisations 2010-2012.....	67

Table des matières (suite)

IV – Prévisions budgétaires 2010 par directions (suite)

▪	Direction de l'habitation	
▪	Organigramme.....	70
▪	Mission.....	71
▪	Principales réalisations 2009.....	72
▪	Principaux objectifs 2010.....	84
▪	Budget comparatif 2009 - 2010 – revenus et dépenses.....	88
▪	Principaux éléments de variation des revenus.....	89
▪	Principaux éléments de variation des dépenses.....	90
▪	Programme triennal d'immobilisations 2010-2012.....	91
▪	Direction des immeubles	
▪	Organigramme.....	94
▪	Mission.....	95
▪	Principales réalisations 2009.....	96
▪	Principaux objectifs 2010.....	102
▪	Budget comparatif 2009 - 2010 – revenus et dépenses.....	104
▪	Principaux éléments de variation des revenus.....	105
▪	Principaux éléments de variation des dépenses.....	106

Table des matières (suite)

IV – Prévisions budgétaires 2010 par directions (suite)

- Direction stratégiques et transactions immobilières
 - Organigramme..... 108
 - Mission..... 109
 - Principales réalisations 2009..... 110
 - Principaux objectifs 2010..... 113
 - Budget comparatif 2009 - 2010 – revenus et dépenses..... 115
 - Principaux éléments de variation des revenus..... 116
 - Principaux éléments de variation des dépenses..... 117
 - Programme triennal d'immobilisations 2010-2012..... 118

V – Annexes

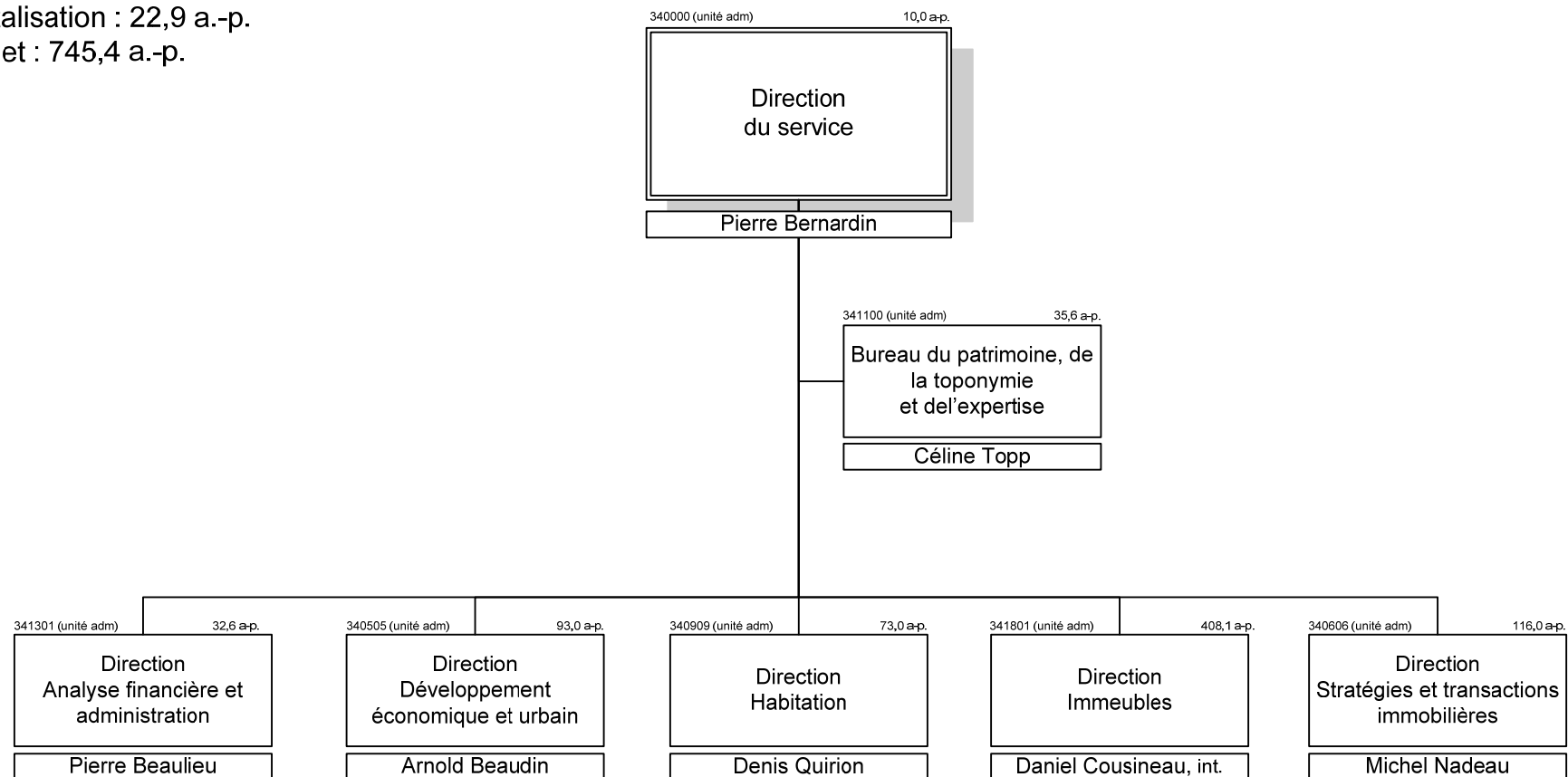
- Dépenses – Évolution budgétaire 2009..... 120
- Revenus – Évolution budgétaire 2009..... 121
- Dépenses et années-personnes par directions (2008 à 2010)..... 122
- Revenus par directions (2008 à 2010)..... 123
- Détail des programmes de subvention – dépenses..... 124
- Détail des programmes de subvention – revenus..... 125

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Organigramme du Service

Total a.-p. : 768,3 a.-p.
Capitalisation : 22,9 a.-p.
Budget : 745,4 a.-p.



MISSION

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine a pour mission d'améliorer la qualité du cadre de vie des Montréalais tout en stimulant la création de la richesse à Montréal.

À cette fin, il fournit, aux arrondissements et à la Direction générale, l'encadrement et le soutien en planification stratégique du développement du territoire et du patrimoine; en stratégies, en transactions immobilières, en services immobiliers, en habitation et, finalement, en accélération des grands projets urbains et économiques.

FAITS SAILLANTS DE 2010

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Le budget net du SMVTP passe de 59,9 M\$ en 2009 à 56,7 M\$ en 2010, une baisse de 3,2 M\$ ou 5,3 %.

L'effectif du Service passe de 738,9 a.-p. en 2009 à 745,4 a.-p. en 2010, une hausse de 0,9 %. À ce jour, le Service a atteint 100 % de son objectif RASOP en abolissant 7,4 a.-p. au budget de 2010. Le Service a créé 14,3 a.-p. afin de refléter les priorités de l'Administration.

Le transfert de la Division mise en œuvre des projets de la Direction des immeubles à la Direction stratégies et transactions immobilières, soit 25,8 a.-p. et un budget de 2,8 M\$.

L'intégration au budget du Service des crédits associés à l'aide financière de 140 M\$ du MAMROT dans le cadre de la stratégie du développement «Imaginer-Réaliser Montréal 2025» — 11,0 M\$¹.

L'intégration, dans le Fonds des immeubles, des budgets dévolus aux baux et à l'entretien des immeubles du Service de sécurité incendie de Montréal, de la Direction des grands parcs et de la nature en ville ainsi que de la Direction de l'évaluation foncière pour une somme de 3,5 M\$.

L'intégration au budget de la phase 6 du PRQ — 1,8 M\$.

Le budget du Service a été ajusté afin de refléter les augmentations associées aux baux — 3,9 M\$.

¹ À cette somme, s'ajoutent 2,5 M\$ pour le financement du PR@M-Commerce. Le financement provenant du MAMROT, prévu au budget de 2010, totalise 13,5 M\$.

FAITS SAILLANTS DE 2010

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Les investissements globaux du SMVTP passent de 219,7 M\$ en 2009 à 122,8 M\$ en 2010. De cette somme, 74,4 M\$ sont réservés au Fonds d'investissement et 48,4 M\$ aux projets réguliers.

Notons que cette baisse importante découle d'une stratégie déployée à l'échelle de la Ville visant à intégrer, au PTI de 2010 uniquement, les contrats en cours. Par ailleurs, une réserve corporative est prévue centralement afin de supporter les divers services municipaux dans la finalisation des projets débutés (ex. : CUSM, le Quartier des spectacles, la requalification du site des anciens ateliers Rosemont, etc.) et le démarrage de nouveaux projets prioritaires pour l'Administration.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

- Finaliser la mise en place d'un processus de suivi des programmes de subvention soutenant les investissements du Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine. Tous les programmes de subvention dont le protocole a été signé devront avoir un suivi indiquant les sous-projets visés et les réclamations effectuées au cours de l'année.
- En matière d'implantation de changements organisationnels, fournir des conseils à la Direction des immeubles sur la mise en place des nouvelles pratiques d'affaires avec ses divers clients et avec le personnel de la Direction touché par ces changements.
- Finaliser l'élaboration de la stratégie de développement économique 2010-2015, incluant le Plan stratégique de marketing économique.
- Avoir initié la révision quinquennale du Plan d'urbanisme et avoir poursuivi la planification détaillée des grands sites prioritaires, selon les mandats reçus de l'Administration, qu'on pense au site de l'ancien hippodrome et au canal de Lachine ainsi qu'au recouvrement de l'autoroute Ville-Marie.
- Faire adopter par les instances décisionnelles de la Ville, un plan d'action en habitation pour la période 2010-2013 en tenant compte de l'évolution des enjeux et des besoins, de la conjoncture budgétaire et des politiques sectorielles de la Ville.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

- Recommander, aux instances décisionnelles de la Ville, les modalités de poursuite du Programme d'aide à l'accession à la propriété (qui, selon les règles actuelles, prenait fin le 31 décembre 2009), en visant prioritairement les ménages avec enfants.

Cibles et indicateurs de résultats :

- un projet d'amendement au règlement régissant ce programme sera proposé au plus tard le 31 janvier 2010;
 - des modalités transitoires seront proposées pour le traitement des demandes déjà déposées par les ménages requérants en 2009 et pour lesquelles les subventions n'ont pu être confirmées, en minimisant les impacts pour ces requérants et sur le marché de la construction résidentielle.
- Déposer le Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal avec les acteurs publics, privés et associatifs de l'arrondissement historique.
- En concertation avec le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Direction des grands parcs et de la nature en ville, proposer un outil de connaissance et de gestion pour les paysages du mont Royal.
- Proposer à la clientèle actuelle (arrondissements de l'ex-Ville, services corporatifs et d'agglomération) des ententes de service décrivant la nature, l'ampleur, les coûts et le mode de facturation pour l'ensemble des services rendus par la Direction des immeubles.
- Compléter la mise en service du centre immotique multiservices dans le but :
 - d'améliorer le traitement des requêtes relatives aux systèmes électromécaniques;
 - de contribuer à la pérennité des économies d'énergie;
 - d'assurer le confort des usagers des bâtiments en tout temps.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

- En matière de stratégies et transactions immobilières
 - vendre pour 19 M\$ d'actifs immobiliers aux fins de développement immobilier;
 - implanter un bureau pour l'assurance qualité;
 - revoir le processus de gestion des chantiers;
 - réduire le déficit d'investissement par la mise en place des recommandations du Plan de gestion intégré des immeubles.

- Dans le domaine de la gestion immobilière, revoir les procédures internes d'appels d'offres afin d'assurer la rigueur et la transparence des processus.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010
Par activités (comparatif 2009 - budget 2010)

Sommaire

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Revenus par activités

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal			Conseil d'agglomération			Total		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Administration générale									
Autres	125 350,6	127 509,7	1,7			-	125 350,6	127 509,7	1,7
Sécurité publique									
Autres	37,1	37,1	-			-	37,1	37,1	-
Santé et bien-être									
Logement social			-	22 492,5	24 005,0	6,7	22 492,5	24 005,0	6,7
Aménagement, urbanisme et développement									
Aménagement, urbanisme et zonage	9,5	9,5	-		650,0	-	9,5	659,5	6 842,1
Promotion et développement économique	24 214,7	35 416,2	46,3	15 379,6	19 080,9	24,1	39 594,3	54 497,1	37,6
Rénovation urbaine	15 661,2	14 971,2	(4,4)	5 906,4	5 646,0	(4,4)	21 567,6	20 617,2	(4,4)
Autres	6,2	6,2	-	-		-	6,2	6,2	-
Frais de financement	44,2	30,5	(31,0)	-		-	44,2	30,5	(31,0)
Total	165 323,5	177 980,4	7,7	43 778,5	49 381,9	12,8	209 102,0	227 362,3	8,7

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Principaux éléments de variation des revenus

	Conseil municipal (<i>'000</i>)	Conseil d'agglomération (<i>'000</i>)	Total (<i>'000</i>)
Comparatif 2009	165 323,5	43 778,5	209 102,0
- Subvention additionnelle du MAMROT dans le cadre du volet " <i>Soutien à des projets d'entreprise et de démarrage</i> "		201,3	201,3
- Imaginer - Réaliser Montréal 2025 - Ajustement associé au financement de dossiers en 2010 sur l'entente de 140 M\$	10 026,7	3 500,0	13 526,7
- Révision des revenus dédiés aux divers programmes de subvention en habitation	(660,0)	1 667,6	1 007,6
- Facturation interne pour la location d'immeubles aux entités municipales et divers baux	2 020,2		2 020,2
- Entente MCC-Ville et mise en valeur du mont Royal		(445,5)	(445,5)
- Ajustement pour considérer la ristourne du bail Chaussegros-de-Léry	1 300,0		1 300,0
- Participation de la Ville à l'exposition SHANGAÏ		650,0	650,0
- Variation des frais d'administration associés aux divers programmes de subvention	(30,0)	30,0	
Variation totale	12 656,9	5 603,4	18 260,3
Budget de 2010	177 980,4	49 381,9	227 362,3

Sommaire

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Dépenses par activités

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal			Conseil d'agglomération			Total		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Administration générale									
Autres			-	1 670,0	1 296,3	(22,4)	1 670,0	1 296,3	(22,4)
Santé et bien-être									
Logement social	184,0	216,6	17,7	27 476,8	24 440,3	(11,1)	27 660,8	24 656,9	(10,9)
Aménagement, urbanisme et développement									
Aménagement, urbanisme et zonage	5 743,8	7 815,7	36,1	3 299,1	3 740,9	13,4	9 042,9	11 556,6	27,8
Promotion et développement économique	22 898,7	39 384,2	72,0	31 137,5	31 115,3	(0,1)	54 036,2	70 499,5	30,5
Rénovation urbaine	39 910,4	36 846,8	(7,7)	12 357,8	11 111,6	(10,1)	52 268,2	47 958,4	(8,2)
Soutien matériel et technique									
Gestion et exploitation des immeubles	124 324,1	128 130,0	3,1			-	124 324,1	128 130,0	3,1
Total	193 061,0	212 393,3	10,0	75 941,2	71 704,4	(5,6)	269 002,2	284 097,7	5,6

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Principaux éléments de variation des dépenses

	a.-p.	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	738,9	193 061,0	75 941,2	269 002,2
- Programmes de subvention:				
Ajustements du cadre financier des subventions en habitation		2 051,6	(1 019,1)	1 032,5
Révision de l'entente MCC/Ville et du programme de la mise en valeur du mont Royal			(950,0)	(950,0)
Transfert du budget dédié au PR@M - Industrie à un chapitre corporatif prévu au Service des finances			(4 300,7)	(4 300,7)
- Divers réaménagements et ajustements				
Crédits associés à l'aide financière de 140 M\$ du MAMROT (gouvernement du Québec) dans le cadre de la stratégie de développement <i>Imaginer-Réaliser Montréal 2025</i> ¹		10 026,7	1 000,0	11 026,7
Financement de postes pour la promotion de la mode et du design		(233,4)		(233,4)
Financement de postes pour l'habitation		(489,4)	243,1	(246,3)
Contribution ponctuelle pour le projet de modernisation du Stade Percival Molson		800,0		800,0
Crédits additionnels de la Ville, subvention du gouvernement provincial et du secteur privé pour assurer la participation de la Ville à l'exposition universelle de Shanghai			930,0	930,0
Crédits additionnels provenant des Finances pour le projet - Acadie / Henri-Bourassa			650,0	650,0
Contributions additionnelles au CLD			201,3	201,3
Création de postes afin de refléter les priorités de l'Administration	14,3	800,4	282,7	1 083,1
Ajustement à la capitalisation	(0,6)		(40,5)	(40,5)
Abolition de postes pour respecter l'objectif de la Ville de réduire 1 000 postes en 3 ans	(7,4)	(542,6)	(191,6)	(734,2)
Ajustement et indexation des baux		2 681,2		2 681,2
Transfert au Fonds des immeubles (parcs, évaluation et SIM)		2 194,2		2 194,2
Transfert des budgets d'énergie et d'entretien du SIM		1 333,4		1 333,4
Ajustement au bail de Chaussegros-de-Lery en contrepartie d'une ristourne équivalente à recevoir		1 300,0		1 300,0
Rationalisation à la Direction des immeubles pour le temps supplémentaire, la Centrale immotique, l'énergie et l'entretien des contrats		(1 123,3)		(1 123,3)
Ajustement du budget associé à la facturation immobilière		(1 376,0)	(486,0)	(1 862,0)
Indexation des salaires		1 147,7	405,3	1 553,0
Ajustement des compétences et divers	0,2	761,8	(961,3)	(199,5)
Variation totale	6,5	19 332,3	(4 236,8)	15 095,5
Budget de 2010	745,4	212 393,3	71 704,4	284 097,7

¹ À cette somme, s'ajoutent 2,5 M\$ pour le financement du PR@M-Commerce. Le financement provenant du MAMROT, prévu au budget de 2010, totalise 13,5 M\$.

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes	-	-	-
Paielements tenant lieu de taxes	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-
Autres services rendus	132 374,0	134 557,9	1,6
Autres revenus	41 496,2	42 965,0	3,5
Transferts	35 231,8	49 839,4	41,5
Total	209 102,0	227 362,3	8,7

Dépenses par principaux objets et catégories d'emplois

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres et contremaîtres	11 744,0	11 305,5	(3,7)	94,8	88,0	(7,2)
Professionnels et cols blancs	32 746,4	34 768,5	6,2	392,4	409,2	4,3
Cols bleus	18 481,9	18 306,4	(0,9)	274,0	271,1	(1,1)
Main-d'œuvre financée par emprunt	(2 219,9)	(2 266,0)	2,1	(22,3)	(22,9)	2,7
	60 752,4	62 114,4	2,2	738,9	745,4	0,9
Biens, services et autres objets de dépenses	208 249,8	221 983,3	6,6			
Total	269 002,2	284 097,7	5,6			

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

Programme triennal d'immobilisations 2010 - 2012

Sommaire

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Programme triennal d'immobilisations 2010-2012

(investissements net et emprunt Ville en milliers de dollars)

Direction	2010			2011			2012			2010-2012		
	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total
PTI régulier												
Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise		15 377	15 377		1 023	1 023		223	223	0	16 623	16 623
Direction du développement économique et urbain	289	2 126	2 415	0	2 500	2 500	0	3 632	3 632	289	8 258	8 547
Direction de l'habitation	372	6 410	6 782	0	760	760		549	549	372	7 719	8 091
Direction stratégies et transactions immobilières	6 877	16 928	23 805	2 068	1 126	3 194	641	530	1 171	9 586	18 584	28 170
Sous-total PTI régulier	7 538	40 841	48 379	2 068	5 409	7 477	641	4 934	5 575	10 247	51 184	61 431
Fonds d'investissement												
Direction du développement économique et urbain	34 071	39 501	73 572	7 415	3 691	11 106	5 385	2 413	7 798	46 871	45 605	92 476
Direction de l'habitation	793	0	793	0		0	0		0	793	0	793
Sous-total Fonds d'investissement	34 864	39 501	74 365	7 415	3 691	11 106	5 385	2 413	7 798	47 664	45 605	93 269
Total	42 402	80 342	122 744	9 483	9 100	18 583	6 026	7 347	13 373	57 911	96 789	154 700

DÉTAILS DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

Par directions

- Direction du service
- Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise
- Direction de l'analyse financière et administration
- Direction du développement économique et urbain
- Direction de l'habitation
- Direction des immeubles
- Direction stratégies et transactions immobilières

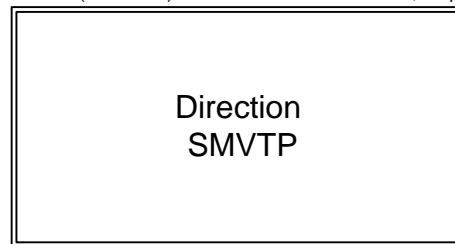
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

Direction du Service

Organigramme Direction du Service

Total : 10,0 a.-p.

340000 (unité adm) 8,0 a.-p.



Pierre Bernardin

1,0 directeur gén. adj.
1,0 sec. direction 1^{er} niv.
1,0 adj. directeur gén. adj.
1,0 sec. direction
1,0 cons. planif.
1,0 cons. ress. doc.
1,0 bibliothécaire
1,0 ag. recherche

340100 (unité adm) 2,0 a.-p.

1,0 directrice
1,0 sec. direction

Direction du Service

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes			-
Paievements tenant lieu de taxes			-
Services rendus aux organismes municipaux			-
Autres services rendus			-
Autres revenus			-
Transferts		13 526,7	-
Total	-	13 526,7	-

Dépenses par principaux objets et catégories d'emploi

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres et contremaîtres	549,6	549,1	(0,1)	3,0	3,0	-
Professionnels et cols blancs	514,0	546,1	6,2	7,0	7,0	-
Cols bleus						
Main-d'œuvre financée par emprunt	1 063,6	1 095,2	3,0	10,0	10,0	-
Biens, services et autres objets de dépenses	3 428,3	14 388,9	319,7			
Total	4 491,9	15 484,1	244,7			

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus			Dépenses		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Conseil municipal	-	10 026,7	-	3 029,8	13 451,8	344,0
Conseil d'agglomération	-	3 500,0	-	1 462,1	2 032,3	39,0
Total	-	13 526,7	-	4 491,9	15 484,1	244,7

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction

Principaux éléments de variation des revenus

	Conseil municipal ¹ ('000)	Conseil d'agglomération ² ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009			0,0
Entente MAMR - 140 M \$ - <i>Imaginer - Réaliser Montréal 2025</i> ^{1,2}	10 026,7	3 500,0	13 526,7
Variation totale	10 026,7	3 500,0	13 526,7
Budget de 2010	10 026,7	3 500,0	13 526,7

¹ Comprend les dossiers suivants : Support aux festivals (1 200,0 \$), redéveloppement du 2-22 Ste-Catherine (2 750,0 \$), PQDS (4 350,0 \$), Société des Arts technologues (283,7 \$), Maison du développement durable (300,0 \$), promotion du secteur mode (943,0 \$), promotion du secteur design (200,0 \$).

² Comprend les dossiers suivants : PR@M-Commerce (2 500,0 \$) et Grand Prix F1 (1 000,0 \$).

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction du Service

Principaux éléments de variation des dépenses

	a.-p.	Conseil municipal ¹ ('000)	Conseil d'agglomération ² ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	10,0	3 029,8	1 462,1	4 491,9
Crédits associés à l'aide financière de 140 M\$ du MAMROT (gouvernement du Québec) dans le cadre de la stratégie de développement « <i>Imaginer - Réaliser Montréal 2025</i> » ^{1,2}		8 883,7	1 000,0	9 883,7
Contribution ponctuelle pour le projet de modernisation du Stade Percival Molson		800,0		800,0
Indexation des salaires		23,3	8,3	31,6
Financement d'un poste d'agent de recherche pour le Bureau de l'économie sociale de la DEU			(77,8)	(77,8)
Ajustement des compétences et divers		715,0	(360,3)	354,7
Variation totale	0,0	10 422,0	570,2	10 992,2
Budget de 2010	10,0	13 451,8	2 032,3	15 484,1

¹ Comprend les dossiers suivants : Support aux festivals (1 200,0 \$), redéveloppement du 2-22 Ste-Catherine (2 750,0 \$), PQDS (4 350,0 \$), Société des Arts technologues (283,7 \$), Maison du développement durable (300,0 \$).

² Comprend le dossier suivant : Grand Prix F1 (1 000,0 \$)

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

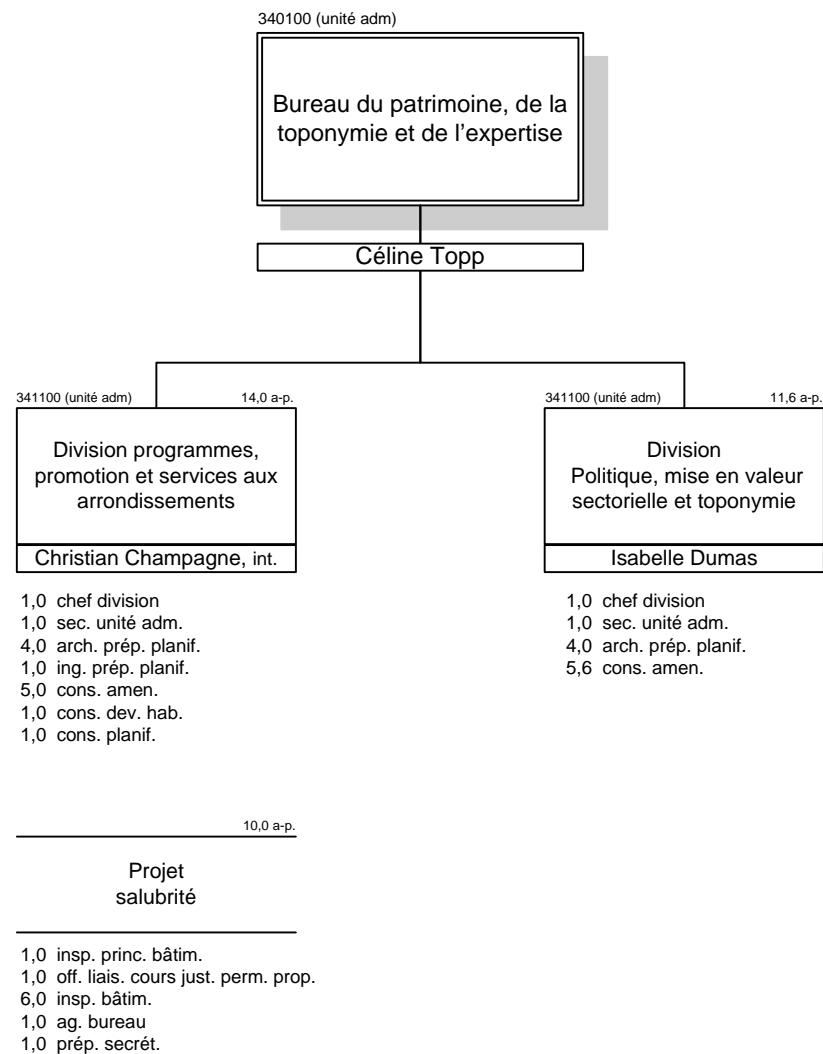
Organigramme

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

Total : 35,6 a.-p.

Capitalisation : 2,0 a.-p.

Budget : 33,6 a.-p.



MISSION

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

Le Bureau a pour mission de fournir, au directeur général adjoint et aux arrondissements, de l'expertise professionnelle, des encadrements administratifs et réglementaires ainsi que des programmes en matière de patrimoine, de toponymie, d'urbanisme, de construction et de salubrité.

Les actions du Bureau ont pour but de préserver et de mettre en valeur le patrimoine bâti, paysager et archéologique, de soutenir l'amélioration de la qualité des bâtiments et du milieu urbain et de faciliter la réalisation des projets immobiliers.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

OBJECTIFS

En 2009, à l'échelle de l'agglomération, le Bureau a prévu :

- établir, de concert avec le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, les indicateurs de performance pour les projets et les programmes de mise en valeur du patrimoine inscrits à l'Entente sur le développement culturel 2008-2011;
- engager 9,5 M\$ du Fonds du patrimoine culturel pour la restauration des immeubles municipaux à valeur patrimoniale;
- mettre en œuvre un protocole d'entente avec l'Université de Montréal aux fins de réaliser l'étude de potentiel archéologique de l'arrondissement historique et naturel du mont Royal;
- entreprendre la restauration des vestiges des fortifications du Champ-de-Mars et proposer un plan de gestion et d'entretien du site;

RÉALISATIONS

- le Bureau a déposé, en 2009, au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine une proposition d'indicateurs;
- plusieurs demandes sont à l'étude ou en planification pour des travaux de restauration : hôtels de ville d'Outremont, de Westmount, de Montréal-Ouest, de Ste-Anne-de-Bellevue et de Baie d'Urfé. L'engagement des fonds ne sera toutefois pas réalisé en 2009;
- le protocole d'entente avec l'Université de Montréal conclu en décembre 2008 a été mis en œuvre. Un séminaire regroupant 16 étudiants de second cycle a été tenu et a donné lieu à la réalisation des premiers travaux d'études de potentiel ;
- un consultant a été embauché pour développer un concept qui sera soumis prochainement à la Commission des biens culturels et des travaux préparatoires ont été réalisés; la réalisation des travaux et l'élaboration d'un plan de gestion et de mise en valeur se poursuivront en 2010;

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

- déposer le Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal élaboré en concertation avec les acteurs publics, privés et associatifs du Vieux-Montréal;
- compléter la phase 1 de la restauration du square Dorchester;
- débiter les travaux de réaménagement de la place d'Armes;
- le Bureau a complété, avec la Table de concertation du Vieux-Montréal, le document Vision 2017 qui pose les bases pour le Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal; la concertation autour du plan de gestion des déplacements a été amorcée. La rédaction du plan de mise en valeur se poursuivra en 2010;
- la phase 1 de la restauration du square Dorchester a été complétée;
- les travaux de réaménagement de la place d'Armes sont en cours;

En 2009, à l'échelle de la Ville, le Bureau a prévu :

- procéder à l'inspection d'au moins 3 000 nouveaux logements, dans le cadre du Plan d'action pour l'amélioration de la salubrité des logements;
- plus de 3 250 logements ont été inspectés dans le cadre du Plan d'action pour l'amélioration de la salubrité des logements;
- déposer un projet de règlement de construction harmonisé pour l'ensemble du territoire de la Ville;
- un projet de règlement harmonisé pour l'ensemble du territoire a été déposé pour adoption en début d'année 2010;
- implanter, à la satisfaction des différents partenaires, les ajustements requis pour améliorer la desserte en transport en commun dans l'axe de la rue de la Commune;
- la voie réservée a été allégée, ce qui a permis d'éviter les embouteillages récurrents sur la rue de la Commune et l'utilisation de la ligne d'autobus 515 a augmenté de 15 %;

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

- implanter les modalités de piétonisation convenues avec les commerçants et les résidants dans les secteurs identifiés du Vieux-Montréal;
- identifier les objets et les modes de concertation entre les partenaires du quartier de l'histoire et avoir proposé une stratégie de mise en valeur;
- implanter, en concertation avec les arrondissements, le devis standard d'étude des paysages afin d'encadrer adéquatement les interventions privées et publiques dans l'arrondissement historique et naturel du mont Royal;
- implanter, en concertation avec les arrondissements, un processus d'encadrement et un devis standardisé des études nécessaires à l'établissement de la valeur patrimoniale des bâtiments et des propriétés.
- la fermeture de la rue Saint-Paul à la circulation automobile, entre le 17 juillet et le 3 août, a été effectuée à la satisfaction de 94 % des usagers et 84 % des commerçants;
- les objets et les modes de concertation ont été identifiés et un document concernant les travaux à réaliser en 2010 a été produit;
- un devis standard d'étude des paysages visant l'encadrement des interventions privées et publiques dans l'arrondissement historique et naturel du mont Royal a été déposé au Comité permanent d'harmonisation et de gestion de l'arrondissement historique et naturel du mont Royal;
- un processus d'évaluation de l'intérêt patrimonial des bâtiments et des propriétés, développé et testé sur plus d'une cinquantaine de cas, pourra être proposé pour adoption en début d'année 2010.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

En 2010, à l'échelle de l'agglomération, le Bureau prévoit :

- déposer le Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal avec les acteurs publics, privés et associatifs de l'arrondissement historique;
- poursuivre la concertation avec les partenaires du Carrefour historique de Montréal par la production d'une synthèse historique et l'identification des principales contributions de ce territoire;
- mettre en place une stratégie de maintien de l'actif « Plan lumière du Vieux-Montréal » à court et à long terme;
- poursuivre le réaménagement de la place d'Armes de telle sorte que le chantier soit complété au printemps 2011 (réserve corporative requise – PTI);
- élaborer les plans et devis du réaménagement de la rue de la Commune, entre la rue Saint-Gabriel et le pont Mill, en cohérence avec le projet de tramway (réserve corporative requise – PTI).

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

En 2010, à l'échelle de la Ville, le Bureau prévoit :

- en concertation, avec le Conseil du patrimoine de Montréal, déposer un plan stratégique d'attribution de statuts (sites et citations);
- en concertation avec le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Direction des grands parcs et de la nature en ville, proposer un outil de connaissance et de gestion pour les paysages du mont Royal;
- élaborer un concept et un programme de travail et développer des partenariats pour la mise en valeur du parcours riverain;
- proposer la constitution d'un site du patrimoine pour le secteur du square Dorchester et de la place du Canada;
- déposer une stratégie de gestion des déplacements dans le Vieux-Montréal, en collaboration avec la Direction des transports, avec une planification des interventions dans l'horizon 2013;
- procéder à l'inspection d'au moins 3 000 nouveaux logements, dans le cadre du Plan d'action pour l'amélioration de la salubrité des logements;
- suite à l'entrée en vigueur d'un règlement de construction harmonisé, développer et réaliser les activités d'information et de formation nécessaires à l'application de ce nouveau règlement.

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes			-
Paievements tenant lieu de taxes			-
Services rendus aux organismes municipaux			-
Autres services rendus			-
Autres revenus	9,5	9,5	-
Transferts	3 220,0	2 774,5	(13,8)
Total	3 229,5	2 784,0	(13,8)

Dépenses par principaux objets et catégories d'emploi

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres et contremaîtres	269,1	280,3	4,2	2,0	2,0	-
Professionnels et cols blancs	2 954,3	2 943,7	(0,4)	34,6	33,6	(2,9)
Cols bleus			-			-
Main-d'œuvre financée par emprunt	(161,6)	(171,6)	6,2	(2,0)	(2,0)	-
	3 061,8	3 052,4	(0,3)	34,6	33,6	(2,9)
Biens, services et autres objets de dépenses	6 478,3	5 413,5	(16,4)			
Total	9 540,1	8 465,9	(11,3)			

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus			Dépenses		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Conseil municipal	9,5	9,5	-	2 506,9	2 431,0	(3,0)
Conseil d'agglomération	3 220,0	2 774,5	(13,8)	7 033,2	6 034,9	(14,2)
Total	3 229,5	2 784,0	(13,8)	9 540,1	8 465,9	(11,3)

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

Principaux éléments de variation des revenus

	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	9,5	3 220,0	3 229,5
Révision des revenus afférents au budget des dépenses dédiées à l'entente MCC/Ville et à la mise en valeur du mont Royal		(445,5)	(445,5)
Variation totale	0,0	(445,5)	(445,5)
Budget de 2010	9,5	2 774,5	2 784,0

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise Principaux éléments de variation des dépenses

	a.-p.	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	34,6	2 506,9	7 033,2	9 540,1
<u>Programmes de subvention:</u>				
Révision des sommes dédiées à l'entente MCC/Ville			(775,0)	(775,0)
Révision des sommes dédiées au Programme de la mise en valeur du mont Royal			(175,0)	(175,0)
Économie budgétaire - Abolition d'un poste et divers - Délais dans l'étude des permis	(1,0)	(122,9)	(81,9)	(204,8)
Indexation des salaires		48,4	32,2	80,6
Ajustement des compétences		(1,4)	1,4	
Variation totale	(1,0)	(75,9)	(998,3)	(1 074,2)
Budget de 2010	33,6	2 431,0	6 034,9	8 465,9

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise

Programme triennal d'immobilisations 2010-2012

(investissements au brut et en milliers de dollars)

No	Projet	2010			2011			2012			2010-2012		
		Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total
	PTI régulier												
36000	Mise en valeur du mont Royal - Réaménagement du réseau routier		1 365	1 365		65	65		27	27	0	1 457	1 457
36200	Aménagement du domaine public - Vieux-Montréal		5 046	5 046		392	392		40	40	0	5 478	5 478
36201	Réaménagement du square Dorchester		5 085	5 085		566	566		156	156	0	5 807	5 807
36300	Mise en valeur des immeubles patrimoniaux		3 881	3 881		0	0		0	0	0	3 881	3 881
Total			15 377	15 377		1 023	1 023		223	223		16 623	16 623

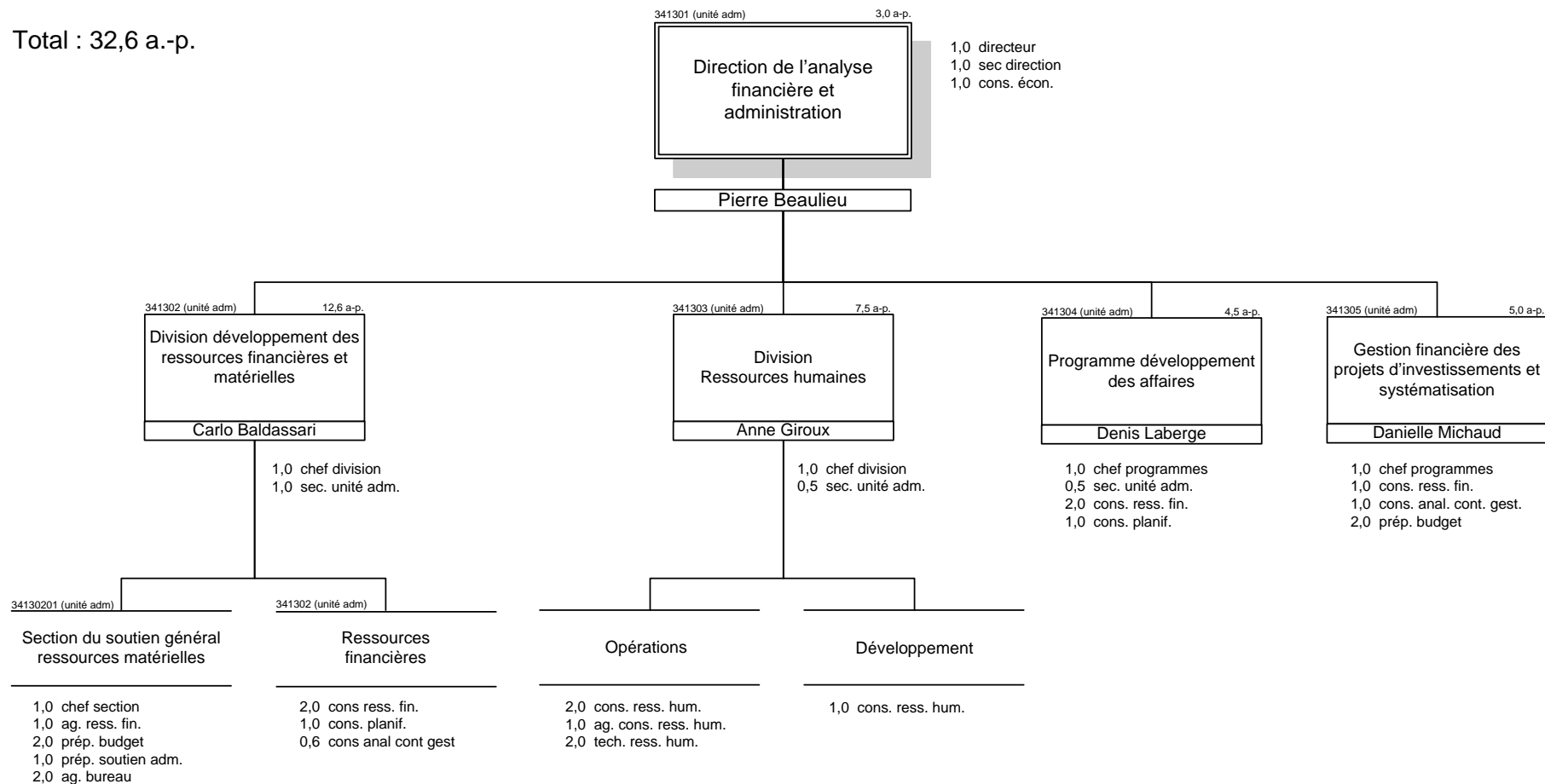
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

Direction de l'analyse financière et administration

Organigramme

Direction de l'analyse financière et administration

Total : 32,6 a.-p.



MISSION

Direction de l'analyse financière et administration

La **D**irection de l'analyse financière et administration (DAFA)

Dénoue, pour le compte des directions du Service, les impasses administratives dans les domaines des ressources humaines, financières et matérielles.

Accompagne, par ses multiples expertises, les directions du Service et les arrondissements dans la concrétisation de projets d'aménagement et de développement.

Favorise la créativité, la convivialité et la complémentarité qui sont au cœur du développement de l'employé, du service et de la Ville.

Ajoute de la rigueur ainsi qu'une nouvelle dimension financière où la maximisation des revenus est tout aussi importante que la réduction des coûts, grâce à une démarche constante d'optimisation.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'analyse financière et administration

OBJECTIFS

En matière d'optimisation des processus d'affaires

- Tout au long de l'année, soutenir la Direction des immeubles dans le cadre de l'établissement et de la diffusion du nouveau modèle d'affaires.

Au niveau des outils pour le soutien au développement

- Fournir, au directeur général adjoint, une étude établissant les coûts municipaux dans le cadre de projets de développement non résidentiel.

RÉALISATIONS

- Du soutien a été accordé au groupe de travail interne à la Direction des immeubles qui a produit divers travaux (gamme de services à offrir, facturation des services, amélioration du service à la clientèle, etc.) préparant la mise en place d'un nouveau modèle d'affaires avec les clients corporatifs, d'agglomération et des arrondissements. Selon les souhaits des autorités, la diffusion aurait plutôt lieu à compter de 2010.
- Dans le cadre du modèle d'analyse financière, un module d'aide à la décision concernant la détermination des coûts d'exploitation municipaux récurrents liés aux projets de développement des secteurs industriel, commercial et institutionnel a été mis en place. Le résultat de cette étude, combiné aux études sur le volet résidentiel, sert d'intrant au modèle d'analyse financière pour l'évaluation des coûts municipaux.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'analyse financière et administration

OBJECTIFS

- Fournir une analyse des retombées fiscales d'un programme de subvention qui est sous la responsabilité du SMVTP.

En matière de performance accrue et d'efficience

- Poursuivre les travaux visant l'amélioration du tableau de bord du SMVTP.

RÉALISATIONS

- La DAFA a réalisé une étude des paiements de subvention estimée, sur la base fiscale, dans le cadre du PR@M-Industrie. Cette étude a, notamment permis de constater des économies sur les subventions estimées pour l'ensemble du programme pour les entreprises inscrites à ce jour. Ces résultats ont donc permis d'accroître la précision des budgets nécessaires à ce programme.
- Le tableau de bord a été remanié en regroupant les mandats et projets par directions, en visualisant les changements de statuts d'une période à l'autre et en y faisant apparaître les noms des divers responsables. Une quarantaine de collaborateurs et collaboratrices fournissent l'information qui donne lieu à ce tableau périodique à l'usage des membres de la Direction du Service.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'analyse financière et administration

OBJECTIFS

- De façon continue, en 2009, fournir à la Direction et aux gestionnaires du SMVTP le soutien requis en matière de prévision et de suivi du budget de fonctionnement et du PTI, de même que de soutien pour le respect des conventions collectives.

RÉALISATIONS

- **Ressources humaines**
Les concours et les nominations sont effectués dans le respect des conventions collectives et des bonnes pratiques en cette matière. Le climat de travail est perçu comme sain par les employés professionnels et les cols blancs. Très peu de griefs sont adressés aux responsables du Service.
- **PTI**
Trois évolutions budgétaires du PTI ont été présentées : au 31 mars, au 29 mai et au 24 août. Les risques financiers et marges de manœuvre ont été identifiés et les recommandations appropriées ont été présentées au comité de direction du Service.
- **Budget de fonctionnement**
Trois évolutions budgétaires ont été produites : au 30 avril, au 31 juillet et au 30 octobre. Un plan de redressement a été mis en œuvre pour répondre aux besoins de l'Administration afin de faire face aux besoins financiers de la Ville en regard des incidences de la crise économique.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'analyse financière et administration

OBJECTIFS

- Établir un processus en mesure d'établir les programmes de subvention soutenant les investissements et leur suivi.

Bilan financier des grands projets

- Mettre en place un processus permettant de produire un bilan financier provisoire d'un projet, si les hypothèses financières diffèrent des prévisions initiales. Ces dernières ayant permis l'autorisation d'utiliser le Fonds d'investissement, dans le cadre de la réalisation des grands projets.

RÉALISATIONS

Les gestionnaires ont été informés de leur situation financière à tous les mois et selon les exigences exprimées. À cet effet, une balance de vérification adaptée à leurs besoins leur est transmise.

- Un premier suivi a été mis en place pour deux protocoles de subvention : le protocole de 140 M\$ couvrant les projets faisant partie de la stratégie « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » et le protocole de 30 M\$ du Centre universitaire de santé de McGill (CUSM).

- À partir des informations disponibles, un modèle de base a été réalisé pour produire un bilan financier provisoire ou final d'un projet.

En cours de projet, si les paramètres financiers changent au point où ils remettent en question la rentabilité du projet, alors une analyse est refaite et l'accent est mis sur le niveau de risque à assumer jusqu'à la fin pour une meilleure prise de décision (ex. : projet Saint-Viateur - Parachèvement de la phase I et réalisation de la phase II).

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'analyse financière et administration

OBJECTIFS

Pour le volet d'amélioration des compétences de la main-d'œuvre et de la gestion des talents

- Proposer un plan de gestion de la relève et amorcer le déploiement d'une partie du plan d'action.

RÉALISATIONS

En fin de projet, un bilan est produit pour valider les paramètres utilisés et s'assurer que la rentabilité s'est matérialisée (ex. : projet « Les jardins Saint-Léonard »).

- En début d'année, la DAFA a procédé à l'identification des départs à la retraite, des postes vulnérables et des individus-clés. Par la suite, l'analyse du portrait des effectifs a été présentée aux directeurs pour commentaires et ceux-ci ont donné leur accord au plan d'action spécifique à leur direction ainsi qu'au Plan de main-d'œuvre global. Ce dernier a été transmis au Service du capital humain. À la fin de l'année, le plan de développement de certains individus-clés occupant des postes vulnérables devait être présenté au supérieur de ces employés.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'analyse financière et administration

OBJECTIFS

- Élaborer, en collaboration avec les directeurs du Service, un plan de développement en leadership de gestion pour un (1) ou deux (2) employés dans chacune des directions.

Soutien à la croissance foncière par le biais de l'analyse financière

- Tout au long de l'année, fournir à des directeurs du Service et à des directeurs d'arrondissement des documents d'analyse et des propositions financières conformes au modèle en usage au SMVTP. Avoir aussi assuré aux directeurs un appui par des arguments présentés par écrit et de vive voix auprès de l'Administration.

RÉALISATIONS

- Un plan de développement en leadership de gestion a été élaboré pour six gestionnaires. Sa mise en œuvre a été amorcée par des séances de coaching, des activités de formation et des suivis d'intégration d'apprentissage.

Un changement organisationnel a servi de déclencheur pour élaborer une activité de développement adaptée à la situation.

- Des analyses financières ont été réalisées, notamment :
 - *Pointe nord de l'Île des Sœurs* : Le redéveloppement de la pointe nord de l'Île des Sœurs a exigé une nouvelle analyse financière afin de prendre en compte les nouveaux paramètres et ententes liés au développement écologique dans le secteur de l'habitation.
 - Suite à une évaluation des retombées fiscales anticipées dans le cadre de la prolongation du lien *Cavendish-Cavendish*, une analyse financière spécifique a été effectuée pour appuyer le recours au Fonds d'investissement.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'analyse financière et administration

OBJECTIFS

- Effectuer la promotion de la fonction d'analyse financière auprès de ses clients et partenaires – Ville.

RÉALISATIONS

- Plusieurs autres analyses financières ont été réalisées afin d'optimiser des projets avant que ces derniers ne soient présentés aux décideurs, citons, notamment le projet du Campus Outremont, le Havre de Montréal, la relocalisation des ateliers municipaux de l'arrondissement de Saint-Léonard, le projet du lien vert dans l'arrondissement LaSalle, le projet de la rue Sherbrooke, etc.
- En 2009, dans le cadre d'un contexte économique particulier, le processus et le modèle d'analyse financière ont été revus et améliorés afin d'accroître sa précision et d'y intégrer les nouvelles fonctions, notamment le module des coûts de services municipaux, la gestion des risques, l'indexation des dépenses selon le type d'investissement, la production d'indicateurs de gestion particuliers, etc.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'analyse financière et administration

OBJECTIFS

RÉALISATIONS

Suite à ces changements et avant l'implantation d'une nouvelle version du modèle d'analyse financière, une documentation et des présentations ont été réalisées pour informer les divers intervenants au sujet du processus. Il est à noter que tout ceci avait été précédé de rencontres avec des experts pour valider les concepts. Le matériel est maintenant prêt pour en effectuer la promotion.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction de l'analyse financière et administration

En matière de performance accrue et d'efficience

- D'une façon continue, en 2010, fournir à la Direction et aux gestionnaires du SMVTP le soutien requis en matière de prévision et de suivi du budget de fonctionnement et du PTI, de même que le soutien pour le respect des conventions collectives.
- Finaliser la mise en place d'un processus de suivi des programmes de subvention soutenant les investissements du Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine. Tous les programmes de subvention, dont le protocole a été signé, devront avoir un suivi indiquant les sous-projets visés et les réclamations effectuées au cours de l'année.
- Arrimer le processus de facturation interne de la main-d'œuvre capitalisable de la Direction réalisation des travaux (DRT) aux projets du SMVTP avec le processus de suivi des demandes de réalisation de mandats (DRM) et le processus de suivi budgétaire des projets d'investissement. Un processus d'échange d'information est établi entre le Bureau des grands projets, la DAFA et l'administration de la DRT pour le suivi des DRM, de façon à pouvoir produire les écritures comptables à temps pour les évolutions budgétaires du PTI.
- Développer un outil de référence accessible de façon conviviale par les chefs de projets pour les procédures et directives encadrant la gestion financière des projets d'investissement.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction de l'analyse financière et administration

Pour le volet d'amélioration des compétences de la main-d'œuvre et de la gestion des talents

- Poursuivre le plan de gestion de la relève en mettant à jour les diverses données et en mettant en œuvre les plans d'action approuvés.
- Poursuivre le plan de développement en leadership de gestion des gestionnaires déjà identifiés et amorcer le plan de développement des gestionnaires nommés en cours d'année. Par ailleurs, ce plan de développement sera arrimé avec le Programme «*Les 100 premiers jours d'un gestionnaire*» diffusé par le Service du capital humain.

Bilan (reddition de comptes)

- Réaliser le bilan financier (reddition de comptes) des projets du Fonds d'investissement terminés ou un bilan provisoire pour les projets en cours de réalisation qui subissent un impact sur leur rentabilité et exigeant une prise de décision tant au niveau d'octroi de contrat qu'au niveau de la poursuite du projet selon les paramètres initiaux.
- En matière de politique et programmes publics municipaux, appuyer, par des analyses et des conseils, le Bureau du patrimoine dans la préparation du bilan final du «*Plan d'action 2007-2010 de salubrité des logements*» et dans la conception des mesures pour assurer le maintien d'un parc immobilier montréalais salubre et sécuritaire dans les arrondissements.

Soutien à la croissance foncière par le biais de l'analyse financière

- Implanter la nouvelle version du modèle d'analyse financière en tenant compte des ajustements proposés (nouvelle méthodologie pour établir les coûts municipaux, la gestion de risque, la révision de l'approche pour le calcul des délais de récupération, etc.).
- Présenter le modèle d'analyse financière, incluant les risques et indicateurs financiers qu'il supporte pour la prise de décision, aux divers intervenants des grands projets.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction de l'analyse financière et administration

- Tout au long de l'année, fournir à des directeurs du Service et à des directeurs d'arrondissement des documents d'analyse et des propositions financières conformes au modèle en usage au SMVTP. Avoir aussi, assuré aux directeurs et chefs de projets, un appui par des arguments présentés par écrit et de vive voix auprès de l'Administration.
- Développement de nouveaux programmes ou révision de certaines approches visant à accélérer la croissance foncière ou la diversification des modes de financement des projets.

Volet organisationnel

- En matière d'implantation de changements organisationnels, fournir des conseils à la Direction des immeubles sur la mise en place des nouvelles pratiques d'affaires avec ses divers clients et avec le personnel de la Direction touché par ces changements.
- En appui à la direction de la DSTI, réaliser des interventions visant la consolidation des diverses unités regroupées depuis un passé récent, et ce, de manière à optimiser la synergie de toutes les expertises disponibles pour les clients.

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes			-
Paiements tenant lieu de taxes			-
Services rendus aux organismes municipaux			-
Autres services rendus	3,0	3,0	-
Autres revenus			-
Transferts		-	-
Total	3,0	3,0	-

Dépenses par principaux objets et catégories d'emploi

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres et contremaîtres	1 175,3	1 236,0	5,2	10,0	10,0	-
Professionnels et cols blancs	1 642,5	1 851,7	12,7	21,0	22,6	7,6
Cols bleus						
Main-d'œuvre financée par emprunt						
	2 817,8	3 087,7	9,6	31,0	32,6	5,2
Biens, services et autres objets de dépenses	10 747,8	10 072,5	(6,3)			
Total	13 565,6	13 160,2	(3,0)			

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus			Dépenses		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Conseil municipal	3,0	3,0	-	7 263,0	9 707,2	33,7
Conseil d'agglomération	-	-	-	6 302,6	3 453,0	(45,2)
Total	3,0	3,0	-	13 565,6	13 160,2	(3,0)

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction de l'analyse financière et administration Principaux éléments de variation des dépenses

	a.-p.	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	31,0	7 263,0	6 302,6	13 565,6
Budgétisation additionnelle des crédits requis pour couvrir les coûts des employés en disponibilité et la facturation immobilière		114,9	323,5	438,4
Économie budgétaire - Abolition de poste et divers	(0,4)	(190,6)	(67,6)	(258,2)
Ajustement du budget associé au Fonds des immeubles et divers		(625,1)	(221,9)	(847,0)
Postes autofinancés par des réductions des autres familles de dépenses - Support additionnel pour des projets d'envergure et en vue, notamment de maximiser les opportunités d'affaires	2,0			
Indexation des salaires		69,6	24,7	94,3
Ajustement des compétences et divers		3 075,4	(2 908,3)	167,1
Variation totale	1,6	2 444,2	(2 849,6)	(405,4)
Budget de 2010	32,6	9 707,2	3 453,0	13 160,2

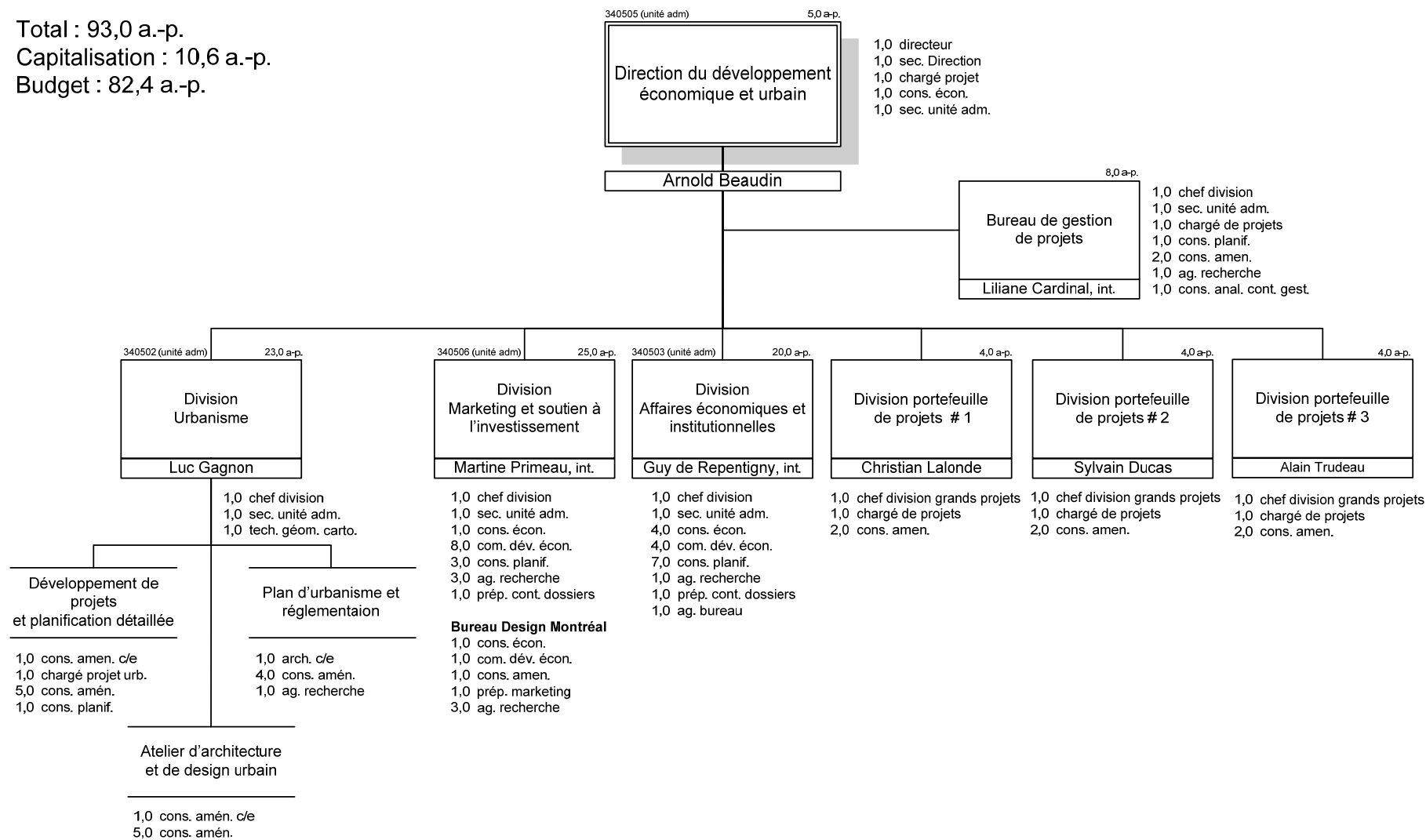
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

Direction du développement économique et urbain

Organigramme

Direction du développement économique et urbain

Total : 93,0 a.-p.
 Capitalisation : 10,6 a.-p.
 Budget : 82,4 a.-p.



MISSION

Direction du développement économique et urbain

La Direction du développement économique et urbain a pour mission d'assurer à l'administration municipale la mise en œuvre du Plan stratégique «*Imaginer – Réaliser Montréal 2025*», de la stratégie de développement économique *Réussir@montréal*, du Plan d'urbanisme, du Plan de gestion pour la réalisation des grands projets ainsi que du Plan d'action intégrée *Montréal, Design de ville | Ville de design*.

Dans la poursuite de cette mission, elle propose à l'administration municipale des orientations, des stratégies, des actions et des outils pour le développement de son territoire, notamment en matière économique, d'urbanisme, de réalisation des grands projets, de design ainsi que de mise en marché.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction du développement économique et urbain

OBJECTIFS

RÉALISATIONS

En 2009 :

- Assurer, de façon continue, le soutien aux différents comités politiques et administratifs visant la mise en œuvre du Plan de Montréal 2025 : le comité exécutif, le comité Réaliser les grands projets du Montréal 2025 et le comité corporatif de gestion des grands projets.

- Assurer à l'administration municipale le suivi des grands projets sous la responsabilité du SMVTP*.

* Griffintown, Carrière Saint-Michel, L'Acadie-Chabanel, 1500 Ottawa, Pierrefonds Ouest, Sherbrooke Est, CUSM (site Glen), Complexe Turcot, Campus Outremont, Boulevard de Maisonneuve.

- Au cours de l'année, la DDEU a soutenu les deux comités assurant le monitoring des grands projets, soit le Comité corporatif de gestion des grands projets, dirigé par le directeur général, et le Comité Réaliser les grands projets du Montréal 2025, dirigé par le président du comité exécutif. À chaque rencontre de ce dernier, un rapport a été présenté au comité exécutif, faisant état des travaux du comité et de l'avancement des projets.
- Les grands projets du SMVTP ont été gérés par le BGGP et leur suivi à l'administration municipale s'est concrétisé au sein des rencontres régulières des comités des chefs de projets, du comité corporatif de gestion des grands projets ainsi que celui de Réaliser les grands projets de Montréal 2025. Tous les projets énumérés ont connu un avancement notable au cours de l'année 2009, dont l'adoption réglementaire, la conclusion d'entente de développement ou le passage à l'étape de réalisation.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction du développement économique et urbain

OBJECTIFS

RÉALISATIONS

- Déployer le plan d'action rattaché à la stratégie de développement des marchés d'affaires de Montréal de manière à intensifier les efforts de promotion, tant sur le plan local qu'international (ex. : Mipim et Bio 2009) faisant ressortir les atouts de Montréal et mettant à l'avant-scène les «*bonnes nouvelles économiques*».
- Les ressources professionnelles de la Division de l'urbanisme ont également été mises à contribution et ont été affectées en priorité au suivi des grands projets. Ont notamment été réalisés :
 - un concept d'aménagement de la rue Sherbrooke est et de ses abords;
 - un concept d'aménagement des espaces publics dans le secteur Peel-Wellington (Griffintown);
 - un plan d'aménagement du secteur Pierrefonds-Ouest;
 - la révision du concept d'aménagement et de désenclavement du site Outremont;
 - l'analyse des rapports de consultation soumis par l'OCPM ainsi que la définition d'orientations pour le suivi de ces recommandations.
- L'étude de segmentation a été raffinée et les analyses quantitatives ont été complétées.
- La proposition de la stratégie marketing économique a été retenue par la Direction et il a été décidé qu'elle serait partie intégrante de la prochaine stratégie de développement économique.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction du développement économique et urbain

OBJECTIFS

- Améliorer les outils en matière de soutien à l'investissement et à la réalisation des grands projets afin de mieux faire face aux turbulences éventuelles du marché économique annoncées par les différents indicateurs économiques.
- Amorcer la mise en œuvre du chantier de la Technopole de Montréal - Volet santé, avec la mise en place d'une équipe de soutien qui veillera à la constitution d'un comité de haut niveau d'intervenants du milieu, notamment pour les secteurs de la santé.

RÉALISATIONS

- Les briefings de communication auprès des différents fournisseurs ont été donnés afin de réaliser le plan d'action.
- Le plan d'action sera complété au début décembre afin de permettre l'arrimage avec la prochaine stratégie de développement économique.
- Des pistes de solution sont proposées afin d'assurer un arrimage entre les besoins en soutien à l'investissement et les grands projets. Des études de potentiel économique seront lancées pour chacun des grands projets afin d'orienter l'intervention de la Ville pour un soutien optimal à l'investissement.
- Le comité prévu n'a pas été mis en place comme prévu à ce jour.
- Cependant, un soutien financier a été accordé à deux acteurs importants dans le cadre de ce chantier : Société du Quartier de la santé de Montréal et Technoparc Montréal.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction du développement économique et urbain

OBJECTIFS

- Amorcer l'élaboration de la stratégie de développement économique 2010-2015 et la révision quinquennale du Plan d'urbanisme.

- Généraliser au sein de la Ville de Montréal et plus largement dans l'ensemble du secteur public, la pratique des concours, des ateliers et des panels d'experts afin de promouvoir l'excellence en architecture et en design.

RÉALISATIONS

- Travaux de la Commission du développement économique et tenue de séances publiques sur le bilan de la SDÉ 2005-2010 et les orientations à privilégier pour la SDÉ 2010-2015 (août-septembre 2009).

- Plan de travail préparé.

- Canevas en cours d'élaboration fondé notamment sur les recommandations de la Commission

- Participation active aux travaux de mise à jour du Plan de développement économique de la CMM.

- La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme permet la révision du Plan d'urbanisme au cinquième anniversaire de son entrée en vigueur, soit en décembre 2009. La portée de cette révision, de même que son calendrier seront discutés avec l'Administration d'ici la fin de l'année.

- Les recommandations du groupe de travail sur les bonnes pratiques en design urbain ont été déposées aux autorités municipales en vue de leur mise en œuvre en 2010.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction du développement économique et urbain

OBJECTIFS

- Dans cet esprit, la Direction veillera à soutenir la réalisation des cinq « *shuko (concours de design)* » annoncés par la maire : la station Champ-de-Mars, le mur du Palais de justice, l'abribus, les taxis montréalais et le mobilier festivalier temporaire du Quartier des spectacles.

RÉALISATIONS

- La DDEU (Design Montréal) s'est joint à la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal pour mobiliser 4 grands partenaires (la Ville, la CRÉ, le MAMROT et le MCCQ) qui ensemble ont investi 1,2 M\$ pour mettre en œuvre un grand chantier de *Réalisons Montréal Ville UNESCO de design* au cœur duquel figure le lancement de concours de design et d'architecture à Montréal. Ce chantier a été lancé le 3 juin dernier.
- La DDEU a travaillé activement à la mobilisation des divers partenaires interpellés par la mise en œuvre des shuko du Maire de Montréal. En 2009, 4 des 5 shuko auront été lancés :
 - le design du mobilier festivalier temporaire du Quartier des spectacles (concours de projets lancé le 4 juin 2009);
 - le design d'un nouvel abribus (concours de projets lancé le 15 septembre 2009);
 - le réaménagement des abords de la station de métro Champ-de-Mars (concours d'idées en préparation, lancé fin octobre 2009);
 - le design de l'identité des taxis de Montréal (concours d'idées en préparation, lancé le 18 novembre 2009).

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction du développement économique et urbain

OBJECTIFS

- Perfectionner nos approches et méthodes de travail en matière de développement économique et de développement urbain, afin de favoriser une vision intégrée au sein des équipes. Cet objectif se réalisera par une démarche s'échelonnant sur plus d'une année et sera soutenue par les objectifs complémentaires en développement des compétences des gestionnaires.

RÉALISATIONS

- La DDEU a collaboré à la mise en œuvre des autres concours suivants:
 - le concours d'idées pour la mise en lumière du Gesù;
 - le concours d'architecture de la nouvelle bibliothèque de Saint-Laurent;
 - le concours d'architecture de la nouvelle bibliothèque de Rosemont.
- La Division de l'urbanisme a amorcé, cette année, une démarche d'actualisation des compétences qui se poursuivra en 2010 avec un programme de développement professionnel.

Autres :

- Lancement d'une étude sur le recouvrement de l'autoroute Ville-Marie.
- Préparation d'un concept d'aménagement pour le secteur Lachine Est.
- Dépôt de l'édition 2007 – 2009 du Bilan de la mise en œuvre du Plan d'urbanisme.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction du développement économique et urbain

- Renforcer le plan de réalisation des grands projets et le fonctionnement de la gestions de projet à la Ville afin de permettre aux équipes de travail et aux gestionnaires d'accomplir efficacement leurs devoirs et que les actions menées exercent des impacts notables sur le développement de Montréal (Havre de Montréal (rabaissement de l'autoroute Bonaventure, Bassins du Nouveau Havre, Griffintown), Technopole (CHUM, CUSM site Glen et ses abords, ETS et le quartier de l'innovation, Hôpital Général Juif, Campus Outremont), Quartier des spectacles, Carrière Saint-Michel, L'Acadie-Chabanel, Pierrefonds Ouest, Complexe Turcot, Boulevard de Maisonneuve).

- Dans le contexte des modifications apportées à la Charte de la Ville, lesquelles désignent le maire comme maire de Ville-Marie et responsable des projets du centre-ville, amorcer la préparation et le déploiement d'un plan de développement et d'aménagement du centre-ville.

- Finaliser l'élaboration de la stratégie de développement économique 2010-2015, incluant le Plan stratégique de marketing économique.

- Avoir initié la révision quinquennale du Plan d'urbanisme et avoir poursuivi la planification détaillée des grands sites prioritaires selon les mandats reçus de l'Administration, qu'on pense au site de l'ancien hippodrome et au canal de Lachine ainsi qu'au recouvrement de l'autoroute Ville-Marie.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction du développement économique et urbain

- Avoir assuré, à l'administration municipale, la poursuite de la mise en œuvre des plans d'action des bureaux du design, de l'économie sociale, des affaires économiques internationales, de la mode et du bureau des artères commerciales.

L'objectif sera atteint si :

- les shuko lancés, en 2009, sont complétés et diffusés, au moins trois nouveaux projets de concours sont réalisés au cours de l'année dans le cadre du chantier Réalisons Montréal ville UNESCO de design et si la demande de modification législative est déposée au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;
- les actions de la ville de Montréal permettent, à moyen terme, de faire progresser la valeur des contrats d'approvisionnement accordés aux entreprises d'économie sociale et que 4 % du budget de placement média soit octroyé aux médias sociaux;
- la participation montréalaise à des événements d'envergure internationale, soit au MIPIM, à BIO et à Shanghai 2010 est assurée;
- le Plan stratégique de communication/marketing présenté à la table de concertation Promode en octobre 2009 a été opérationnalisé et que des outils comme Création ModeMontréal.tv et la carte mode interactive ont été diffusés à grande échelle;
- le plan d'action du bureau des artères commerciales est accepté par la Direction au plus tard le 30 juin 2010.

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes			-
Paiements tenant lieu de taxes			-
Services rendus aux organismes municipaux			-
Autres services rendus	78,2	78,2	-
Autres revenus			-
Transferts	15 379,6	16 230,9	5,5
Total	15 457,8	16 309,1	5,5

Dépenses par principaux objets et catégories d'emploi

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres et contremaîtres	1 956,9	1 237,4	(36,8)	14,0	8,0	(42,9)
Professionnels et cols blancs	7 311,1	8 233,1	12,6	78,0	85,0	9,0
Cols bleus			-			-
Main-d'œuvre financée par emprunt	(1 110,8)	(1 144,6)	3,0	(10,0)	(10,6)	6,0
	8 157,2	8 325,9	2,1	82,0	82,4	0,5
Biens, services et autres objets de dépenses	32 160,5	29 711,7	(7,6)			
Total	40 317,7	38 037,6	(5,7)			

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus			Dépenses		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Conseil municipal	78,2	78,2	-	11 202,5	9 333,5	(16,7)
Conseil d'agglomération	15 379,6	16 230,9	5,5	29 115,2	28 704,1	(1,4)
Total	15 457,8	16 309,1	5,5	40 317,7	38 037,6	(5,7)

Note : Le budget de 2010 dédié au PR@M-Industrie est prévu dans un chapitre corporatif.

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction du développement économique et urbain

Principaux éléments de variation des revenus

	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	78,2	15 379,6	15 457,8
Subvention additionnelle du MAMROT dans le cadre du volet " <i>Soutien à des projets d'entreprise et de démarrage</i> "		201,3	201,3
Subventions à recevoir - Participation de la Ville à l'exposition de la ville de Shangai		650,0	650,0
Variation totale	0,0	851,3	851,3
Budget de 2010	78,2	16 230,9	16 309,1

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction du développement économique et urbain Principaux éléments de variation des dépenses

	a.-p.	Conseil municipal (‘000)	Conseil d'agglomération (‘000)	Total (‘000)
Comparatif 2009	82,0	11 202,5	29 115,2	40 317,7
Crédits associés à l'aide financière de 140 M\$ du MAMROT (gouvernement du Québec) dans le cadre de la stratégie de développement « <i>Imaginer - Réaliser Montréal 2025</i> »	3,0	1 143,0		1 143,0
Crédits additionnels de la Ville et subvention du gouvernement provincial et du secteur privé pour assurer la participation de la Ville à l'exposition universelle 2010 de Shanghai			930,0	930,0
Création d'un poste d'agent de recherche pour le Bureau de l'économie sociale	1,0		77,8	77,8
Économie budgétaire - Abolition de postes sans impact aux services à la population	(3,0)	(126,0)	(181,4)	(307,4)
Transfert du budget dédié au PR@M-Industrie à un chapitre corporatif prévu au Service des finances			(4 300,7)	(4 300,7)
Indexation des salaires		143,6	206,7	350,3
Ajustement des compétences, de la capitalisation et divers	(0,6)	(3 029,6)	2 856,5	(173,1)
Variation totale	0,4	(1 869,0)	(411,1)	(2 280,1)
Budget de 2010	82,4	9 333,5	28 704,1	38 037,6

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction du développement économique et urbain

Programme triennal d'immobilisations 2010-2012

(investissements au brut et en milliers de dollars)

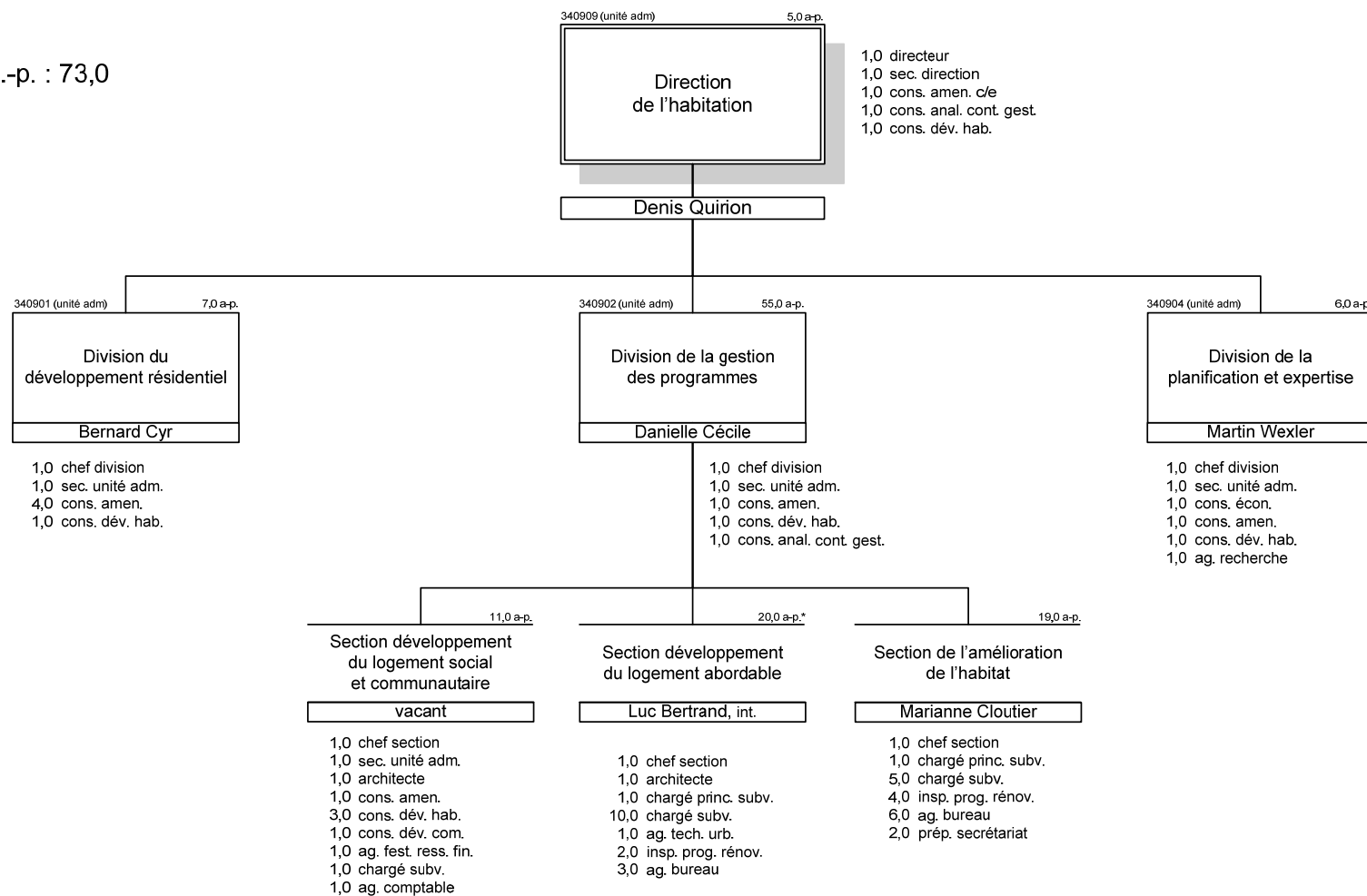
No	Projet	2010			2011			2012			2010-2012		
		Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total
PTI régulier													
35012	Collecte pneumatique des déchets - Secteur du Quartier des spectacles		2 086	2 086		2 500	2 500		3 632	3 632	0	8 218	8 218
35052	Musée des beaux-arts - Amélioration du domaine public			0			0			0	0	0	0
39710	Cour Turcot - Infrastructures		40	40			0			0	0	40	40
40133	Domaine Pominville -Infrastructures	289		289			0			0	289	0	289
	sous-total PTI régulier	289	2 126	2 415	0	2 500	2 500	0	3 632	3 632	289	8 258	8 547
Fonds d'investissement													
35010	Quartier des spectacles - Projets complémentaires		554	554		605	605		505	505	0	1 664	1 664
35011	Quartier des spectacles - Réaménagement du secteur de la Place des Arts		28 574	28 574		2 918	2 918		1 908	1 908	0	33 400	33 400
35020	Mise en valeur du boulevard De Maisonneuve		2 633	2 633			0			0	0	2 633	2 633
35091	Île-des-Sœurs - Infrastructures	6 115		6 115	1 695		1 695			0	7 810	0	7 810
39001	Campus Outremont - Infrastructures et aménagement			0			0			0	0	0	0
39705	CUSM, site Glen - Infrastructures	4 858		4 858	1 237		1 237	149		149	6 244	0	6 244
39751	CHUM - Infrastructures			0			0			0	0	0	0
40130	Programme d'infrastructures nécessaires au développement immobilier	10 174	3 682	13 856	11		11			0	10 185	3 682	13 867
40132	École de technologie supérieure(ETS) - Infrastructures		954	954			0			0	0	954	954
40135	Prolongement de la rue Kieran vers l'est - Projet industriel	1 550		1 550			0			0	1 550	0	1 550
40136	Bassin du Nouveau-Havre - Infrastructures et aménagement			0			0			0	0	0	0
40146	Site de Contrecoeur - Réaménagement et infrastructures	4 558		4 558	4 086		4 086	5 236		5 236	13 880	0	13 880
40150	St-Viateur Est -Revitalisation du secteur			0			0			0	0	0	0
40304	St-Jacques / Upper-Lachine - Mise en valeur pour fins de développement			0			0			0	0	0	0
40501	Havre de Montréal - Réaménagement de l'autoroute Bonaventure		2 629	2 629		168	168			0	0	2 797	2 797
40600	L'Acadie-Chabanel - Infrastructures et réaménagement	5 789		5 789	386		386			0	6 175	0	6 175
41001	Technoparc de Montréal - Infrastructures et aménagement		475	475			0			0	0	475	475
41002	Aéroports de Montréal (ADM) - Construction d'infrastructures			0			0			0	0	0	0
41501	Technopôle Angus - Infrastructures	1 027		1 027			0			0	1 027	0	1 027
	Sous-total Fonds d'investissement	34 071	39 501	73 572	7 415	3 691	11 106	5 385	2 413	7 798	46 871	45 605	92 476
Total		34 360	41 627	75 987	7 415	6 191	13 606	5 385	6 045	11 430	47 160	53 863	101 023

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

Direction de l'habitation

Organigramme Direction de l'habitation

Total a.-p. : 73,0



* En plus des 20 a.-p., le chef de section du développement du logement abordable a la gestion administrative de 10 a.-p. de l'équipe salubrité (Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise)

MISSION

Direction de l'habitation

La mission de la Direction est de proposer à l'administration municipale des orientations, des plans d'action et des programmes pour faire face aux enjeux montréalais en habitation.

La Direction fournit aux promoteurs privés et communautaires, aux sociétés paramunicipales, aux arrondissements et aux citoyens des subventions et des conseils dans le domaine de l'habitation.

Les actions de la Direction ont pour but de soutenir et d'accélérer le développement résidentiel - incluant des logements abordables et des logements sociaux et communautaires - de favoriser l'accession à la propriété et de contribuer à l'amélioration de l'habitat.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

- Confirmer, aux divers clients des programmes (promoteurs communautaires ou privés, propriétaires et acheteurs), l'approbation des subventions afin d'atteindre les cibles du Plan d'affaires de l'Opération 15 000 logements 2006-2009.

Cibles et indicateurs de résultats :

- approbation définitive de projets sociaux et communautaires pour atteindre la cible cumulative de 5 000 logements depuis 2006;
- approbation de subventions d'accession à la propriété pour atteindre la cible cumulative de 3 000 ménages depuis 2006 (dont 25 % de ménages familiaux en 2009);
- approbation de subventions à la rénovation majeure pour atteindre la cible cumulative de 1 000 logements depuis 2006;
- approbation de subventions pour atteindre la cible cumulative de construction de 1 370 logements familiaux et/ou abordables depuis 2006.

RÉALISATIONS

Les cibles – 5 000 logements sociaux et communautaires et 10 000 interventions sur le parc résidentiel privé – ont été atteintes en 2009.

Volet social

Les projets requis pour atteindre les cibles ont été sélectionnés et leurs subventions engagées; ils représentent un total de 5 369 unités. Certains ajustements au Programme AccèsLogis ont été accordés seulement récemment par la SHQ (hausse des coûts reconnus de réalisation) et devraient faciliter les prochains engagements définitifs. Les engagements définitifs de quelques projets, totalisant près de 400 logements, ont été reportés au premier trimestre de 2010.

Globalement, le rythme de livraison (logements complétés) se confirme, à la hauteur de 1 250 unités par année.

Il demeure, par ailleurs, environ 1 500 unités dans des projets actuellement en traitement pour les programmations futures.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

RÉALISATIONS

Volet privé

Les résultats dépassent la cible globale de 10 000 interventions, notamment dans les volets « Accession à la propriété et Rénovation »

- Accession à la propriété : subventions engagées pour 3 422 ménages (cible initiale de 3 000 ménages), dont 777 ménages avec enfants. Le taux de ménages avec enfants dépasse 30 % pour la dernière année d'application du programme (soit après les dernières bonifications visant les familles).
- Rénovation : subventions engagées pour 5 172 logements (cible initiale de 3 000 logements), dont 874 en rénovation majeure. Avec 4 298 unités subventionnées depuis 2006, le Programme Rénovation à la carte révisé s'est avéré extrêmement populaire.
- Construction de nouveaux logements : 3 361 nouveaux logements, dont 1 268 dans le cadre de programmes de subvention, et les autres relevant de mesures telles la vente de terrains municipaux et le Programme Accès Condos de la SHDM.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

- Soumettre, au directeur général adjoint et au responsable politique de l'habitation, les recommandations et argumentaires requis pour les représentations auprès des gouvernements :
 - pour obtenir le renouvellement pour plusieurs années des programmes d'habitation québécois (AccèsLogis et Rénovation Québec) et fédéraux (IPLI, PAREL et logement abordable) ainsi qu'un financement récurrent accru du soutien communautaire en logement social (Agence de la santé et des services sociaux);
 - pour optimiser la part de Montréal des enveloppes disponibles;
 - pour faire adapter les normes des programmes en fonction des spécificités montréalaises.

Le tout, en coordination avec les partenaires-clés de la Ville de Montréal.

RÉALISATIONS

- La Direction de l'habitation a effectué ou soutenu de nombreuses représentations en vue d'assurer le renouvellement des programmes et l'obtention d'une juste part pour Montréal.
- Collaboration à la production du mémoire prébudgétaire 2009 (volet habitation) transmis au gouvernement du Québec; celui-ci a fait état du besoin de maintenir les Programmes AccèsLogis, Rénovation Québec (PRQ) et ClimatSol. (Lors de l'adoption du budget, le Programme AccèsLogis a été renouvelé et la Ville a obtenu des budgets pour 1 250 nouvelles unités; le Programme Rénovation Québec a aussi été renouvelé et la Ville a obtenu une enveloppe de 30 M\$ de la Société d'habitation du Québec pour les phases VI et VII).
 - Production de documents en soutien aux représentations effectuées par l'Administration auprès du gouvernement canadien en amont du budget 2009, pour la reconduction des programmes de remise en état des logements (PAREL), Initiative de logement abordable, et Stratégie de partenariat de lutte à l'itinérance (SPLI).

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

RÉALISATIONS

- Collaboration aux représentations prébudgétaires faites par la CMM auprès du gouvernement du Québec, pour le renouvellement des Programmes AccèsLogis et Rénovation Québec.
- Suivis réguliers auprès de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal pour le maillage des budgets 2009 de soutien communautaire avec les projets de logements sociaux et communautaires.

En ce qui a trait à l'adaptation des programmes en fonction des spécificités montréalaises, les représentations suivantes ont notamment été faites :

- Auprès de la SHQ, pour réduire l'écart entre ses normes et les coûts réels des projets à Montréal; ceci touche, notamment les coûts maximums reconnus par le Programme AccèsLogis et les barèmes applicables aux projets d'achat-rénovation (parité demandée avec la construction neuve). (La SHQ a annoncé en septembre une hausse de 5 % des coûts maximums reconnus).

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

- Proposer, au DGA et au responsable politique de l'habitation un projet de plan d'action en habitation pour la période 2010-2013 en tenant compte, notamment de l'évolution des besoins sociaux, de la conjoncture économique et budgétaire, de l'état du parc de logements, des besoins de revitalisation de quartiers, des politiques sectorielles de la Ville et, enfin, de l'évaluation du plan d'action 2006-2009.

RÉALISATIONS

- Obtention, en 2009, du statut de «projet novateur» donnant droit à une bonification allant jusqu'à 10 % des subventions AccèsLogis pour 9 projets sur le territoire montréalais, 3 projets supplémentaires sont en attente d'une réponse.
- Par ailleurs, des représentations suivies auprès de la SHQ dans le cadre de la révision du Programme d'adaptation de domicile ont conduit à la parité des coûts de travaux admissibles pour les ménages locataires.

Le travail est bien amorcé. Les étapes déjà franchies comprennent :

- 1. Analyse du contexte :** les données nécessaires (Statistique Canada, SCHL, Chambre immobilière, etc.) sont analysées. (*N.B. Les profils statistiques des quartiers et arrondissements produits dans ce cadre ont été mis en ligne sur le site Web Habiter Montréal.*)

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

RÉALISATIONS

2. **Évaluation des interventions** : outre le monitoring des engagements et des réalisations liés aux politiques municipales (politique familiale, développement durable, etc.), des évaluations ont été complétées pour le Programme d'accèsion à la propriété et les programmes de rénovation.
3. **Enjeux** : cinq principaux enjeux sont identifiés :
 - Lutter contre l'exode des familles
 - Répondre aux besoins sociaux
 - Soutenir la croissance de Montréal
 - Améliorer et adapter le parc résidentiel existant, en particulier le parc locatif
 - Améliorer la performance environnementale du parc résidentiel
4. **Financement** : des éléments du financement requis sont déjà en place. L'allocation gouvernementale dans le Programme Rénovation Québec (30 M\$) a été accordée à la Ville pour 2009-2011; la part municipale (30 M\$) est prévue dans le processus budgétaire 2010 de la Ville. Par ailleurs, la Ville dispose d'une enveloppe pour financer au moins 1 450 nouveaux logements sociaux et communautaires.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de communication et de promotion résidentielle de Montréal, principalement auprès de la clientèle des jeunes familles.

Cibles et indicateurs de résultats :

- déploiement de la phase 2 et de la phase 3 de la campagne de publicité « *Montréal, une vie proche de tout* » en synergie avec l'Opération Visites libres (février et mars 2009);
- mise en ligne sur Internet d'une vitrine promotionnelle sur l'habitation à Montréal en partenariat avec les intervenants municipaux et privés (version préliminaire au 28 février 2009; version complète «habitermontréal.com», au 31 décembre 2009);
- accompagnement promotionnel des projets de démonstration d'habitations urbaines pour familles retenus dans le cadre du nouveau programme de subvention.

RÉALISATIONS

Au printemps 2009, une étude a été réalisée, destinée à mesurer la performance des deux premières phases de la campagne de publicité «*Montréal, une vie proche de tout*». Les résultats furent très positifs.

- Les phases 2 (celle-ci en synergie avec l'Opération Visites Libres) et 3 de la campagne de publicité «*Montréal, une vie proche de tout* » ont été déployées.

- Sur le site habitermontreal.qc.ca, une carte interactive a été créée pour faciliter les recherches des acheteurs de maisons neuves à Montréal. Une étude a été réalisée par un consultant-expert afin d'identifier les conditions de faisabilité du projet de valorisation du site web habitermontreal.

Deux projets résidentiels retenus dans le cadre du Programme *Habitations urbaines pour familles* ont bénéficié de la vitrine habitermontreal.qc.ca et d'une couverture de presse.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

- Fournir, aux arrondissements, aux promoteurs privés et communautaires ainsi qu'aux gestionnaires de grands projets, des avis et conseils en matière de développement résidentiel (ex. : études de marché) et en matière d'inclusion de logements sociaux et abordables.

RÉALISATIONS

Plusieurs divisions de la Direction ont été mises à contribution pour répondre à cet objectif :

- 21 profils statistiques sur les conditions de logement et les principales caractéristiques des ménages montréalais ont été réalisés et diffusés auprès des arrondissements et des différents publics intéressés;
- La Direction de l'habitation a contribué activement à la planification de plusieurs grands projets résidentiels en vue de l'application de la stratégie d'inclusion de logements sociaux et abordables. Des accords de développement ont été conclus en 2009 dans les projets Les Bassins du Nouveau Havre et Radio-Canada.

Une entente a été conclue pour le projet Résidence Séville afin d'appliquer la stratégie d'inclusion dans l'éventualité où le projet à réaliser ne soit pas destiné à une clientèle étudiante.

Des ententes de principe ont été conclues dans les projets Norampac, Campus Outremont, Autoroute Bonaventure et CN-Alsthom pour l'inclusion de logements sociaux et abordables.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

- Fournir, au Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise et aux arrondissements concernés, les services prévus au plan triennal de lutte à l'insalubrité, soit :
 - des inspections de tous les logements pour lesquels une entente aura été conclue par le SMVTP avec un arrondissement en 2009 (cible : 3 000 logements) et les réinspections nécessaires;
 - l'émission d'avis de non-conformité et de constats d'infraction;
 - le cas échéant, la coordination de l'exécution de travaux à la place du propriétaire.

RÉALISATIONS

L'équipe du plan d'action sur la salubrité des logements a fourni les services prévus au plan triennal.

- Plus de 3 250 logements ont été inspectés.
- 237 avis visant 14 964 infractions et 151 constats d'infraction (amendes potentielles de 150 000 \$) ont été émis.
- Un contrat ouvert avec un entrepreneur a été mis en place pour effectuer des travaux en lieu et place du propriétaire; au besoin; cette mesure ne s'est cependant pas avérée nécessaire en 2009 puisque l'accent a été mis sur le suivi auprès des propriétaires visés par les avis, lesquels ont été incités à faire les réparations. De fait, à ce jour, les dossiers de 59 immeubles représentant environ 910 logements ont été fermés après avoir constaté que les correctifs avaient été réalisés. Dans les autres cas, les travaux sont en cours. Le taux de correction moyen par bâtiment est de l'ordre de 47 % et est généralement proportionnel au temps écoulé depuis la réception de l'avis par le propriétaire.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

- Assurer la coordination, en collaboration avec l'arrondissement, du projet de redéveloppement du site des places l'Acadie et Henri-Bourassa, en assurant une mixité résidentielle.

RÉALISATIONS

- Approbation des subventions de la Ville pour le redéveloppement des Places de l'Acadie et Henri-Bourassa complétée; travaux de rénovation presque complétés sur Christophe-Colomb (près de 750 logements touchés par ces deux projets).

La Direction a collaboré étroitement à toutes les étapes de planification du projet qui incluaient, notamment la modification au Règlement de zonage et au Plan d'urbanisme (juin) à la suite d'une consultation publique tenue par l'OCPM, l'entente sur les infrastructures et les échanges de terrains avec le promoteur en vue d'établir la nouvelle grille de rue et la relocalisation du parc, le montage des subventions pour les logements communautaires (Programme AccèsLogis) et les logements abordables (AccèsCondos), la mise en place d'un programme d'aide financière à certains ménages temporairement relogés, etc. Ces démarches ont été réalisées en concertation avec les représentants du milieu communautaire.

Les anciens bâtiments sont maintenant démolis (déconstruction) et le chantier en cours, prioritairement pour les logements communautaires.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

- Dans le cadre des initiatives de lutte à l'itinérance, élaborer et mettre en œuvre d'un plan d'affaires pour une opération particulière d'achat et de rénovation de maisons de chambres par des organismes communautaires, incluant la mise en place de nouveaux services de soutien communautaire aux clientèles.

Cibles et indicateurs de résultats :

- un Plan d'affaires incluant un montage financier innovateur et un engagement de plusieurs partenaires (Ville, SHQ, Agence de la Santé et des services sociaux, secteurs privés, groupes communautaires, etc.) est complété avant le 30 avril 2009;

RÉALISATIONS

Le projet de redéveloppement du secteur des Places de l'Acadie et Henri-Bourassa comprendra 223 logements sociaux et communautaires, 437 logements dans le cadre du Programme AccèsCondos de la SHDM ainsi que 600 logements privés pour personnes âgées.

- Un plan d'affaires a été produit par un consultant au printemps 2009. Les caractéristiques du marché des maisons de chambres ont été analysées et plusieurs difficultés d'intervention dans ce marché identifiées.
- Un groupe de travail formé de promoteurs sociaux, de groupes de ressources techniques et de représentants d'organismes communautaires a été mis en place. Le plan d'affaires a été discuté avec ces partenaires.
- La création envisagée d'un programme spécifique aux chambres (financé dans le cadre du Programme Rénovation Québec) s'est cependant heurtée aux coûts élevés d'acquisition sur ce marché. Pour l'instant, les efforts se sont donc plutôt concentrés sur l'utilisation optimale du programme AccèsLogis.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction de l'habitation

OBJECTIFS

- au moins cinq maisons de chambres (ou au moins 100 chambres) ont fait l'objet d'une acquisition dans le cadre de cette nouvelle opération, avant le 31 décembre 2009.

RÉALISATIONS

- Au total, les interventions sur les maisons de chambres de 2006 à 2009 auront été de :
 - 223 chambres d'OBNL dans le cadre du Programme AccèsLogis (volets 1 et 3)
 - 202 chambres d'OBNL dans le cadre du PAMH (Programme d'aide aux maisons d'hébergement pour femmes ou jeunes victimes de violence)
 - 73 chambres privées dans le cadre du Programme Rénovation Québec.
- Il est à noter que la majorité des interventions destinées aux personnes seules vulnérables prennent la forme de studios dans de nouvelles constructions financées par le Programme AccèsLogis.

Les conditions de succès pour la poursuite de ces interventions sur les chambres incluent :

- La bonification du Programme AccèsLogis (parité de financement entre projets de construction et d'achat-rénovation, encore en négociation à la SHQ).
- Le maintien d'un financement de 30 M\$ annuel du PRQ (Ville et gouvernement du Québec).
- L'accès au financement, par le réseau de la santé et des services sociaux, du soutien communautaire requis par les occupants des maisons visées par les projets.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction de l'habitation

- Proposer un plan d'action en habitation pour la période 2010-2013 en tenant compte de l'évolution des enjeux et des besoins, de la conjoncture budgétaire et des politiques sectorielles de la Ville.

Le plan d'action devra établir des priorités claires et quantifiables parmi les mesures envisagées dans les domaines suivants :

- aide à l'accèsion à la propriété, prioritairement pour les familles;
 - développement de logements sociaux et communautaires, notamment pour les familles et les personnes à risque d'itinérance;
 - construction de logements à prix abordables et familiaux;
 - inclusion et mixité sociale dans des grands projets résidentiels;
 - rénovation du parc de logements existants et revitalisation de quartiers;
 - lutte à l'insalubrité;
 - soutien à la croissance des mises en chantier à Montréal;
 - mesures pour augmenter l'efficacité environnementale des bâtiments résidentiels;
 - stratégie de financement et attentes à l'égard des gouvernements.
- Confirmer aux divers clients des programmes (promoteurs communautaires ou privés, propriétaires, acheteurs) l'approbation des subventions selon les enveloppes budgétaires disponibles.

Cibles et indicateurs de résultats :

- approbation définitive ou conditionnelle de projets de logements sociaux et communautaires totalisant 1 450 logements; le cas échéant, approbation du financement des infrastructures desservant ces logements, à même le PTI de l'Agglomération;
- approbation de subventions à la rénovation résidentielle (rénovation majeure, rénovation à la carte et autres) pour améliorer plus de 1 250 logements;
- approbation de subventions à l'accèsion à la propriété (sous réserve de la reconduction du programme) et à la construction de logements conçus pour les familles;
- engagement de la totalité des budgets alloués à Montréal par la Société d'habitation du Québec dans le cadre programme Rénovation Québec, soit 28 M\$ (incluant la part de la Ville), soit 17,5 M\$ avant le 31 mars 2010 et 10,5 M\$ du 1^{er} avril au 31 décembre 2010.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction de l'habitation

- Soumettre, au directeur général adjoint et au responsable politique de l'habitation, les recommandations et argumentaires requis pour les représentations auprès des gouvernements :
 - pour obtenir le renouvellement pour plusieurs années des programmes d'habitation québécois (AccèsLogis et Rénovation Québec) et fédéraux (IPLI, PAREL et logement abordable) ainsi qu'un financement récurrent accru du soutien communautaire en logement social (Agence de la santé et des services sociaux);
 - pour optimiser la part de Montréal des enveloppes disponibles;
 - pour faire adapter les normes des programmes en fonction des spécificités montréalaises.

Le tout, en coordination avec les partenaires-clés de la Ville de Montréal.

- Recommander, aux instances décisionnelles de la Ville les modalités de poursuite du Programme d'aide à l'accession à la propriété (qui, selon les règles actuelles, prenait fin le 31 décembre 2009), en visant prioritairement les ménages avec enfants.

Cibles et indicateurs de résultats :

- un projet d'amendement au règlement régissant ce programme sera proposé au plus tard le 31 janvier 2010;
- des modalités transitoires seront proposées pour le traitement des demandes déjà déposées par les ménages requérants en 2009 et pour lesquelles les subventions n'ont pu être confirmées, en minimisant les impacts pour ces requérants et sur le marché de la construction résidentielle;

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction de l'habitation

- Proposer au DGA et au responsable politique de l'habitation une deuxième phase (2010-2011) de la stratégie de communication et de promotion résidentielle de Montréal.

Cibles et indicateurs de résultats :

- nouveau planning stratégique de communication basé sur les informations et les réactions générées par la phase I, notamment le succès de la campagne « Montréal, une vie proche de tout »;
 - lancement de la stratégie interactive (WEB) destinée à influencer la décision d'établissement des ménages qui se trouvent en processus d'achat;
 - mise au point d'entente de collaboration ou réalisation d'actions basées sur des communautés d'intérêts et investissant dans les partenariats (ex. : CIGM, grands employeurs tels que les hôpitaux universitaires, mise en marché de projets pour familles, etc.);
 - publication d'un guide démontrant le potentiel d'adaptabilité des bâtiments de type plex aux besoins actuels de la famille montréalaise;
 - dépôt d'un document de réflexion sur les meilleures pratiques en matière de « *Workforce Housing* » (logements à prix abordables à proximité des pôles d'emplois) et création d'un comité de travail sur cette question, avec tous les intervenants concernés.
- Fournir, aux arrondissements, aux promoteurs privés et communautaires ainsi qu'aux gestionnaires de grands projets, des avis et conseils en matière de développement résidentiel et coordonner l'application de la Stratégie d'inclusion de logements sociaux et abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

Cibles et indicateurs de résultats :

- les discussions avec les promoteurs sur les modalités d'application de la stratégie d'inclusion s'amorcent dès le début de la planification du projet. La démarche implique, en temps utile, tous les acteurs concernés : la Direction de l'habitation, l'arrondissement, le promoteur, le groupe de ressources techniques, les représentants du milieu d'insertion du projet et, le cas échéant, le gestionnaire de grands projets;
- la stratégie s'applique de façon équitable et prévisible, à tous les projets visés, peu importe leur localisation sur le territoire de la Ville.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction de l'habitation

- Fournir, aux arrondissements concernés, les services prévus au plan triennal de lutte à l'insalubrité, soit :
 - des inspections de tous les logements pour lesquels une entente aura été conclue par le SMVTP avec un arrondissement en 2010 (cible : 3 000 logements) et les réinspections nécessaires;
 - l'émission d'avis de non-conformité et de constats d'infraction;
 - le cas échéant, la coordination de l'exécution de travaux à la place du propriétaire.

Direction de l'habitation

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes			-
Paielements tenant lieu de taxes			-
Services rendus aux organismes municipaux			-
Autres services rendus	2 465,4	1 315,4	(46,6)
Autres revenus	21 742,5	23 225,0	6,8
Transferts	16 632,2	17 307,3	4,1
Total	40 840,1	41 847,7	2,5

Dépenses par principaux objets et catégories d'emploi

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres et contremaîtres	962,7	993,9	3,2	7,0	7,0	-
Professionnels et cols blancs	4 975,0	5 275,6	6,0	62,0	66,0	6,5
Cols bleus						
Main-d'œuvre financée par emprunt						
	5 937,7	6 269,5	5,6	69,0	73,0	5,8
Biens, services et autres objets de dépenses	54 771,4	56 254,0	2,7			
Total	60 709,1	62 523,5	3,0			

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus			Dépenses		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Conseil municipal	15 661,2	14 971,2	(4,4)	30 379,9	32 746,4	7,8
Conseil d'agglomération	25 178,9	26 876,5	6,7	30 329,2	29 777,1	(1,8)
Total	40 840,1	41 847,7	2,5	60 709,1	62 523,5	3,0

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction de l'habitation

Principaux éléments de variation des revenus

	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	15 661,2	25 178,9	40 840,1
Programme Rénovation Québec - Remboursement par la SHQ - Volet privé et remboursement CMM - Volet social	740,0	185,1	925,1
Bonification PRQ - volet social - CMM	(1 150,0)	2 871,5	1 721,5
Rénovation AccèsLogis & logement abordable (volet social) - Déboursés en baisse pour projets en cours		(1 389,0)	(1 389,0)
Variation - Autres programmes (LAA, PAMH, PAD, pyrite)	(250,0)		(250,0)
Variation des frais d'administration associés aux divers programmes de subvention	(30,0)	30,0	0,0
Variation totale	(690,0)	1 697,6	1 007,6
Budget de 2010	14 971,2	26 876,5	41 847,7

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction de l'habitation

Principaux éléments de variation des dépenses

	a.-p.	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	69,0	30 379,9	30 329,2	60 709,1
<u>Programmes de subvention:</u>				
Ajustement au cadre financier des subventions en habitation en fonction de l'évolution des programmes et projets (PRQ, Accession à la propriété, Rénovation accès-logis et logement abordable, PAD, pyrite, campagne de promotion Habiter Montréal)	5,0	2 051,6	(1 019,1)	1 032,5
Contribution financière ponctuelle pour le projet des Places de l'Acadie et Henri-Bourassa			650,0	650,0
Hausse des coûts associés au déficit structurel de l'aide aux logis		364,9		364,9
Économie budgétaire - Abolition d'un poste et divers	(1,0)	(279,5)	(137,0)	(416,5)
Indexation des salaires		123,1	60,4	183,5
Ajustements des compétences		106,4	(106,4)	
Variation totale	4,0	2 366,5	(552,1)	1 814,4
Budget de 2010	73,0	32 746,4	29 777,1	62 523,5

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction de l'habitation

Programme triennal d'immobilisations 2010-2012

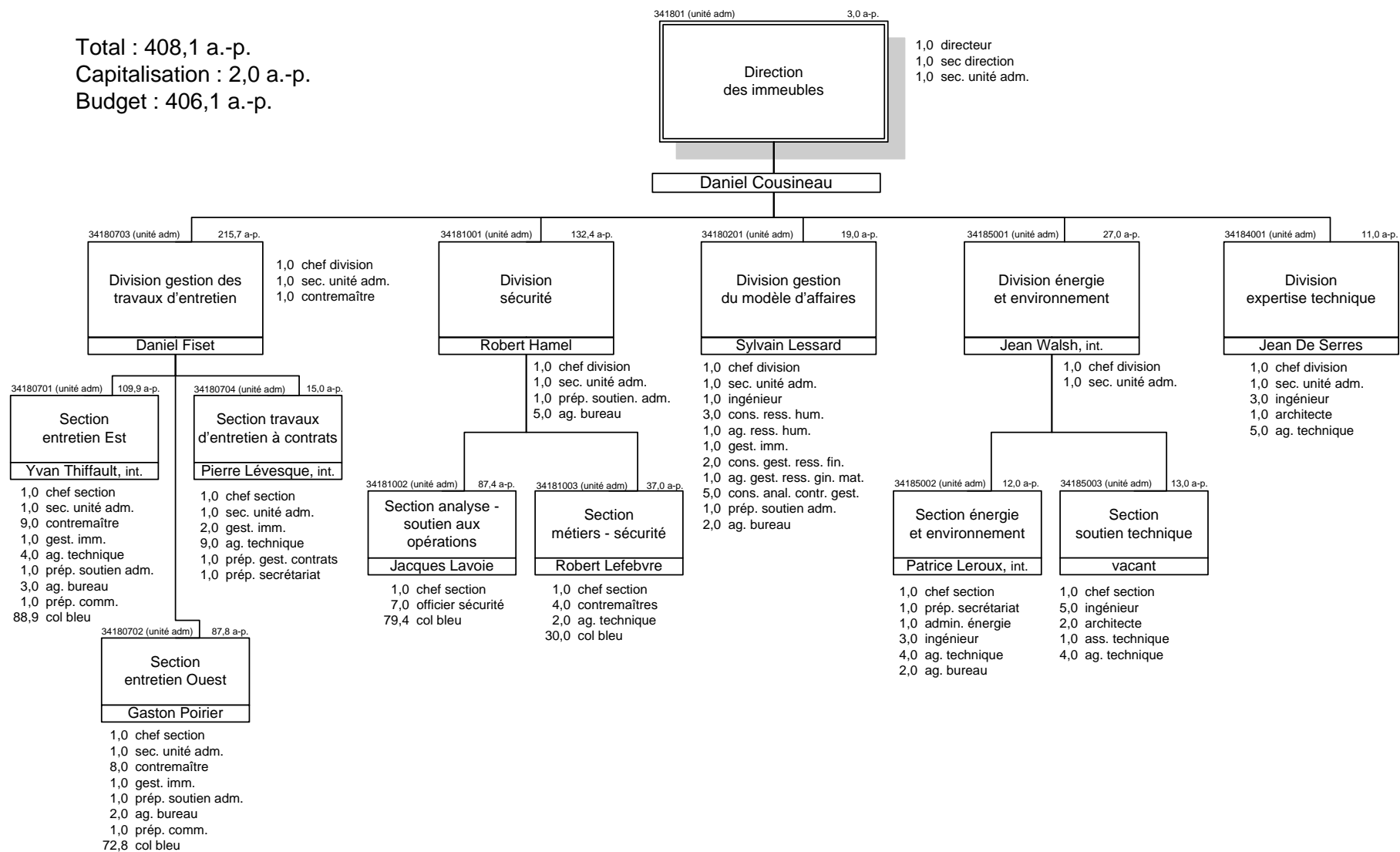
(investissements au brut et en milliers de dollars)

No	Projet	2010			2011			2012			2010-2012		
		Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total
PTI régulier													
48007	Développement du logement social et communautaire - Infrastructures		6 232	6 232		760	760		549	549	0	7 541	7 541
48008	Développement du logement social et communautaire - Projets complémentaires	372	178	550			0			0	372	178	550
	sous-total PTI régulier	372	6 410	6 782	0	760	760	549	549	372	7 719	8 091	
Fonds d'investissement													
40303	Site des ateliers Rosemont - Infrastructures pour le développement privé	793		793			0			0	793	0	793
Total		1 165	6 410	7 575	0	760	760	0	549	549	1 165	7 719	8 884

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010
Direction des immeubles

Organigramme Direction des immeubles

Total : 408,1 a.-p.
Capitalisation : 2,0 a.-p.
Budget : 406,1 a.-p.



MISSION

Direction des immeubles

La mission de la Direction des immeubles est de fournir aux arrondissements, aux services corporatifs et d'agglomération des services immobiliers et des immeubles au meilleur coût avec un maximum d'efficacité et d'autonomie locale.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction des immeubles

OBJECTIFS

- Dans le cadre du nouveau modèle d'affaires, convenir d'ententes de service avec la clientèle.
- Assurer un développement des affaires cohérent avec le nouveau modèle et permettant l'uniformisation de la facturation.
- Soutenir l'entretien et le développement des applications informatiques

RÉALISATIONS

- Dossier décisionnel décrivant les orientations du nouveau modèle d'affaires présenté au directeur général.
- Détermination de la gamme de services à offrir à la clientèle.
- Rencontres avec les arrondissements ex-Ville pour les informer et assurer leur participation au processus.
- Obtention d'une délégation de compétences par l'article 85 de la Charte de la Ville afin d'offrir des services en octroi de contrats d'entretien et de programmes d'économies d'énergie aux arrondissements de l'ex-Ville.
- Création d'un groupe de travail afin d'établir un ensemble de mesures pour poursuivre le renforcement de la relation avec les clients (qualité de l'information, coordination des demandes de services, etc.).
- Intégration du budget immobilier du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dans la facturation immobilière 2010 rejoignant ainsi celui du Service de police (SPVM) intégré au budget 2009.
- Production du portait de la Direction relatif à l'implantation du système corporatif de gestion du temps Kronos.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction des immeubles

OBJECTIFS

- Informer nos clients de la condition des éléments et systèmes névralgiques assurant le bon fonctionnement de leurs bâtiments.

RÉALISATIONS

- Amorce de la réécriture du système informatique énergie par sa priorisation dans le calendrier 2009-2010 de développement et par l'obtention et le financement d'une ressource affectée par la DSI au projet.
- Règlement des problèmes opérationnels consécutifs à la mise en place de la version Web du système SIGI.
- Mise en fonction du système Interlialia pour assurer la migration du système téléphonique 1234.
- Production de rapports annuels par clients sur l'état des composantes de bâtiments (telles que toitures, portes mobiles, réseaux de filtration des plans d'eau, systèmes de chauffage et arénas).
- Révision des programmes d'entretien planifié relatifs aux composantes des systèmes de chauffage, filtration, ventilation et réfrigération et mise à jour des activités reliées.
- Autonomisation du rapport sur le bilan des toitures réduisant le temps requis à sa production de 80 %.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction des immeubles

OBJECTIFS

- Compléter l'implantation d'un centre de télégestion en y intégrant le centre d'appels 1234.

- Entente de service avec l'arrondissement de Montréal-Nord.

- Réalisation d'interventions en «recommissioning».

RÉALISATIONS

- L'implantation du centre immotique (CIMS) et la prise d'appels 1234 ont été complétés.

- Les étapes suivantes ont été franchies :
 - embauche, accueil et formation des agents techniques;
 - pour les bâtiments où des projets d'économies d'énergie ont été réalisés, les alarmes ont été créées, les procédures d'intervention instaurées et les séquences de contrôle suivies.

- L'entente convient de retenir les services des équipes d'entretien en régie de la Direction des immeubles pour l'entretien préventif et correctif des systèmes de réfrigération des arénas Montréal-Nord, Fleury et Henri-Bourassa.

- Les interventions en «recommissioning» ont permis d'assurer un fonctionnement optimal des systèmes électromécaniques et un confort adéquat aux occupants des édifices touchés :
 - hôtel de ville;
 - quartier général du SIM;
 - casernes 15, 29, 43;
 - ateliers Viau et de Rouen;
 - aréna St-Michel;
 - bains Émard et Lévesque;
 - garage Madison;
 - centre Calixa-Lavallée et maison de la culture Maisonneuve.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction des immeubles

OBJECTIFS

- Présenter l'application informatique « *Programme de gestion des mesures d'urgences des édifices municipaux (PGMUEM)* » à l'ensemble des arrondissements, services corporatifs et centraux afin de pouvoir les conseiller et supporter dans leurs obligations liées à la mise en place des plans de sécurité incendie.
- Mise à niveau des systèmes de sécurité.
- Production des cartes d'identité.

RÉALISATIONS

- Un forum immobilier tenu le 2 avril 2009 a permis de présenter le PGMUEM ainsi que les considérations en matière de sécurité à intégrer aux projets immobiliers. Environ 60 personnes provenant de 15 arrondissements et services corporatifs étaient présents.

Des rencontres spécifiques ont aussi eu lieu avec les représentants de la Direction de la production d'eau potable et de la Direction stratégies et transactions immobilières.

Les rencontres ont permis de porter à 175 le nombre de bâtiments inscrits au PGMUEM et à 69 le nombre de plans de sécurité incendie à jour.

- Mise à niveau de 92 systèmes de sécurité (alarme incendie, gicleur, alarme intrusion, télésurveillance, contrôle d'accès, fibre optique).
- Création du cahier d'information technique pour établir les règles et paramètres pour l'émission des cartes d'identité d'employés.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction des immeubles

OBJECTIFS

- Procéder, entre autres, à la livraison des projets de remise en état des usines d'eau, des travaux aux bâtiments du SIM, à la mise en œuvre de travaux dans les ouvrages sportifs, à la relocalisation temporaire de la cour de service de la Commune et la relocalisation de la cour de service Eadie et les plans et devis pour la cour de service du Plateau Mont-Royal, la réfection des piscines du centre Claude-Robillard, la restauration des mansardes et du campanile de l'hôtel de ville et à la mise en œuvre des projets d'accessibilité universelle pour un total de plus de 70 M\$.
- Procéder à la mise en œuvre du plan audacieux d'économie d'énergie.

RÉALISATIONS

- La mise en œuvre des projets a débuté à la Direction des immeubles.

Cette activité est transférée à la DSTI depuis juin 2009.

- 1,6 M\$ de projets d'efficacité énergétique a été octroyés. Au terme de ces projets, des économies d'énergie de 230 K\$ sont envisagées. Des projets d'efficacité énergétique réalisés en 2009 ont contribué à une réduction d'environ 450 tonnes métriques (tm) de gaz à effet de serre (GES).

Un appel de propositions d'entreprises de service éco-énergétique (ESE) fut lancé. L'entreprise gagnante a été sélectionnée. Le projet totalise 6,7 M\$ de travaux avec des économies d'énergie de 690 K\$. La formule ESE a été retenue pour accélérer la mise en place de mesures d'efficacité énergétique en s'appuyant sur un partenariat où l'innovation et le savoir-faire augmentent les bénéfices des économies d'énergie et de l'entretien.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction des immeubles

OBJECTIFS

- Compléter un plan d'action pour l'implantation de services en développement durable.

RÉALISATIONS

De l'expertise technique a été fournie à la DSTI dans le projet du maintien de l'actif de 4 arénas au niveau de la réfrigération et de l'efficacité énergétique.

- La Direction des immeubles a participé à l'élaboration de la Politique de développement durable des édifices municipaux. Cette politique a été adoptée par le CE en juin 2009. Un plan de communication a été préparé en fixant les objectifs pour l'année 2010. Le plan a été présenté à la table des agents de communication en septembre 2009.

Les directives pour faire de l'hôtel de ville un bâtiment exemplaire ont été établies. Le plan directeur de l'hôtel de ville fut adopté suite à une étude d'efficacité énergétique. L'implantation de mesures d'efficacité énergétique a été amorcée à l'été 2009 et se poursuit en 2010. Des économies d'énergie d'environ 50 K\$ par année sont anticipées aux termes du projet.

Cet effort a été freiné par une insuffisance de ressources (budget) d'investissement. L'objectif de réduction de GES de 5 000 tm d'ici la fin 2013 est maintenu en ce qui a trait à l'énergie des bâtiments du plan « préserver le climat ».

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction des immeubles

- Proposer à la clientèle actuelle (arrondissements de l'ex-Ville, services corporatifs et d'agglomération) des ententes de service décrivant la nature, l'ampleur, les coûts et le mode de facturation pour l'ensemble des services rendus par la Direction des immeubles.
- Développer et déployer une stratégie d'affaires afin d'offrir à une clientèle élargie (arrondissement ex-banlieues) la gamme de services de la Direction des immeubles.
- Compléter la mise en service du centre immotique multiservices dans le but :
 - d'améliorer le traitement des requêtes relatives aux systèmes électromécaniques;
 - de contribuer à la pérennité des économies d'énergie;
 - d'assurer le confort des usagers des bâtiments en tout temps.
- Améliorer la sécurité dans les édifices municipaux en sollicitant la clientèle pour l'élaboration et la mise à jour des plans de mesures d'urgence et en poursuivant la mise à niveau des systèmes de sécurité suivants :
 - réseau détecteur et avertisseur d'incendie;
 - éclairage d'urgence;
 - contrôle d'accès;
 - télésurveillance.
- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie pour augmenter la disponibilité des services en expertise et en plans et devis pour des projets spécialisés.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction des immeubles

Dans le cadre du plan audacieux d'économies d'énergie, réaliser des projets d'économies d'énergie et des interventions en «recommissioning» nécessitant des investissements de 4,6 M\$ afin de :

- produire à terme des économies de 600 000 \$ par année;
 - diminuer de 1 100 tonnes par année la production de gaz à effet de serre.
-
- Promouvoir le développement durable auprès de notre clientèle et assurer la mise en œuvre du plan d'action élaboré en 2009 visant à intégrer à notre gamme de services les orientations et actions soutenant le développement durable.
 - Procéder à la mise en œuvre du plan de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre afin d'assurer une relève adéquate garante du maintien de l'expertise spécialisée et de la qualité des services rendus par la Direction des immeubles.
 - Améliorer les pratiques et mesures en santé et sécurité au travail par la mise en application du plan révisé pour les travaux en présence d'amiante et engager la mise en œuvre du plan en cadencage.

Direction des immeubles

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes			-
Paiements tenant lieu de taxes			-
Services rendus aux organismes municipaux			-
Autres services rendus	69 980,8	71 971,8	2,8
Autres revenus			-
Transferts			-
Total	69 980,8	71 971,8	2,8

Dépenses par principaux objets et catégories d'emploi

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres et contremaîtres	5 723,5	5 357,2	(6,4)	50,8	46,0	(9,4)
Professionnels et cols blancs	8 498,7	6 941,0	(18,3)	107,8	91,0	(15,6)
Cols bleus	18 481,9	18 306,4	(0,9)	274,0	271,1	(1,1)
Main-d'œuvre financée par emprunt	(374,3)	(198,6)	(46,9)	(4,0)	(2,0)	(50,0)
	32 329,8	30 406,0	(6,0)	428,6	406,1	(5,2)
Biens, services et autres objets de dépenses	43 454,8	42 731,5	(1,7)			
Total	75 784,6	73 137,5	(3,5)			

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus			Dépenses		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Conseil municipal	69 980,8	71 971,8	2,8	75 784,6	73 137,5	(3,5)
Conseil d'agglomération		-	-		-	-
Total	69 980,8	71 971,8	2,8	75 784,6	73 137,5	(3,5)

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction des immeubles

Principaux éléments de variation des revenus

	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	69 980,8	0,0	69 980,8
Facturation interne pour la location d'immeubles aux entités municipales :			
Ajustement découlant d'une révision des surfaces utilisées par les clients internes selon le dernier inventaire réalisé			
a) augmentation des surfaces occupées versus les surfaces inoccupées (ex. : Serres Louis Dupire, 2580, St-Joseph (centre 911), Caserne no 5)	400,0		400,0
b) réduction des surfaces non conformes (ex. : incinérateur des Carrières, centre de gymnastique Snowdon)	125,0		125,0
c) autres ajustements	132,6		132,6
Prise en charge de la gestion des budgets d'énergie et d'entretien du Service de sécurité incendie de Montréal	1 333,4		1 333,4
Variation totale	1 991,0	0,0	1 991,0
Budget de 2010	71 971,8	0,0	71 971,8

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction des immeubles

Principaux éléments de variation des dépenses

	a.-p.	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	428,6	75 784,6	0,0	75 784,6
Ajustement de la rémunération et des charges sociales		456,2		456,2
Transfert de l'activité mise en œuvre des projets et de certains budgets d'exploitation à la Direction stratégiques et transactions immobilières	(25,8)	(2 769,6)		(2 769,6)
Réaménagement des horaires de travail pour l'activité gardiennage	(3,0)	(156,3)		(156,3)
Réduction des heures supplémentaires et économies escomptées sur postes vacants		(400,0)		(400,0)
Réduction des travaux mineurs d'entretien et des métiers semi-spécialisés et réévaluation du budget consenti à l'entretien des véhicules et des génératrices	(3,0)	(1 087,5)		(1 087,5)
Projets d'économies d'énergie		(237,0)		(237,0)
Transfert du Service de sécurité incendie de Montréal pour l'exploitation de leurs immeubles ex-banlieues et villes reconstituées		1 333,4		1 333,4
Réinvestissements en fonction des orientations stratégiques retenues, dans les métiers spécialisés et au central immotique	9,3	684,1		684,1
Financement par la réserve constituée pour le développement du modèle d'affaires		(447,1)		(447,1)
Réduction des honoraires professionnels		(23,3)		(23,3)
Variation totale	(22,5)	(2 647,1)	0,0	(2 647,1)
Budget de 2010	406,1	73 137,5	0,0	73 137,5

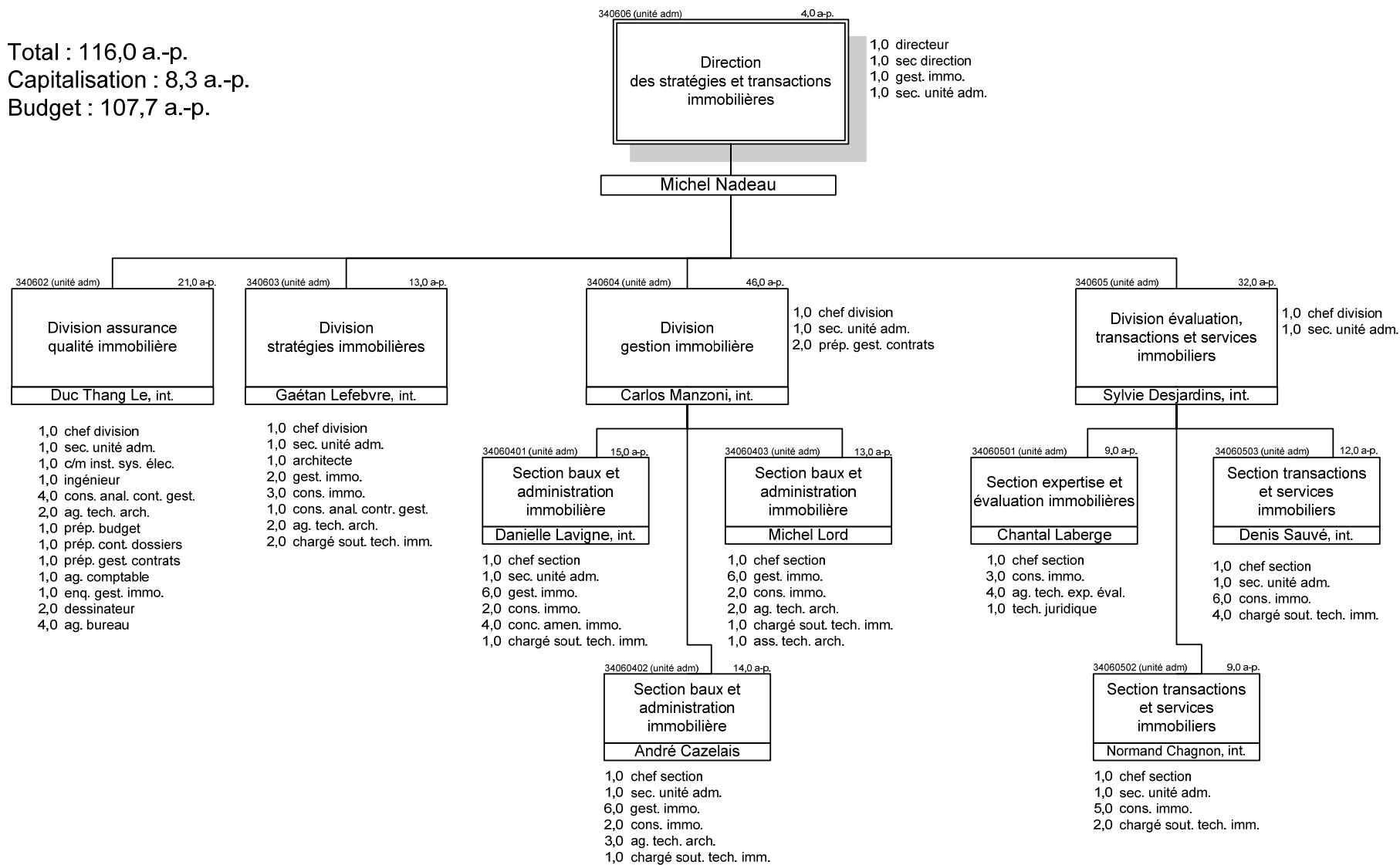
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

Direction stratégies et transactions immobilières

Organigramme

Direction stratégies et transactions immobilières

Total : 116,0 a.-p.
 Capitalisation : 8,3 a.-p.
 Budget : 107,7 a.-p.



MISSION

Direction stratégies et transactions immobilières

La mission de la Direction est de :

- rendre disponibles, aux services et aux arrondissements de la Ville, les immeubles dont ils ont besoin pour remplir leur mission respective, tout en assurant à l'administration municipale que ce parc immobilier soit compétitif dans le marché;
- fournir, au directeur général adjoint et à l'administration municipale, des recommandations visant une gestion intégrée et optimale du parc immobilier de la Ville;
- donner suite aux décisions municipales en matière d'achat, de vente, de location, de rénovation et de construction d'immeubles pour subvenir aux besoins des services et des arrondissements;
- conseiller les arrondissements en matière de gestion de leur parc immobilier.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction stratégies et transactions immobilières

OBJECTIFS

- Dans le cadre du Plan de gestion intégré des immeubles municipaux, développer et débiter l'implantation d'une stratégie de correction des déficits d'investissement et d'entretien sur une base de gestion de risque pour les usagers.

- Programmer, financer et remettre à la Direction des immeubles les documents requis pour la mise en œuvre du PTI 2009-2011.

RÉALISATIONS

- Le plan a été proposé au comité exécutif le 3 juin 2009. La situation des immeubles municipaux est maintenant connue et les correctifs identifiés. La Commission des finances du conseil a été sensibilisée à la situation. Plusieurs recommandations ont été mises en œuvre dès cette année. Un contrat pour un audit de cinq ans a été octroyé au conseil municipal de septembre 2009 afin de maintenir les données à jour et de mesurer les progrès. Un plan de mise à niveau du réseau des aréas est en cours de réalisation. Les résultats de l'audit ont été présentés à tous les arrondissements qui utilisent maintenant ces outils pour planifier et prioriser leurs interventions.

Arrondissements

- Au niveau de l'accessibilité universelle – une variété d'interventions sur le parc immobilier a permis d'améliorer l'accessibilité de cinq bâtiments – 850 000 \$.
- Piscine intérieure Saint-Henri (Sud-Ouest) – réfection de la piscine, du réseau de plomberie, du système de filtration et de la plage entourant le bassin – 2 M\$.
- Complexe culturel Benny, incluant bibliothèque multifonctionnelle, certification LEED visée (Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce) – Financement obtenu et programme complété – 17 M\$.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction stratégies et transactions immobilières

OBJECTIFS

RÉALISATIONS

Conseil d'agglomération

- Mise à niveau et sécurisation de plusieurs stations de pompage et usines d'eau du réseau d'aqueduc – 13,7 M\$.
- Poursuite de l'implantation du nouveau schéma de couverture de service du SPVM – dix postes de quartier ont été livrés en 2009 – 7,2 M\$.

Conseil municipal

- Rénovation des bassins aquatiques au complexe sportif Claude-Robillard – 13 M\$.
- Mise à niveau de l'aréna Maurice-Richard afin d'y loger le centre national de patinage sur courte piste. Les travaux ont permis de rencontrer les normes olympiques pour cette discipline – 5,2 M\$.
- Restauration des façades du musée de la Pointe-à-Callières – 2 M\$.
- Restauration du Centre d'histoire de Montréal – 4 M\$.
- Élaboration et adoption de la politique de développement durable pour l'ensemble des immeubles municipaux occupés par les services corporatifs.

PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009

Direction stratégies et transactions immobilières

OBJECTIFS

- Développer et commencer à implanter une stratégie de vente et d'acquisition d'immeubles pour soutenir les objectifs municipaux.
- En collaboration avec la Direction des immeubles et en fonction des échéances de préparation du budget de 2010, revoir le fonctionnement du Fonds des immeubles pour l'ensemble des usagers, afin de mieux refléter la structure de responsabilités municipales et de réduire le nombre de cas d'exception.
- Simplifier le processus de vente des ruelles et des terrains résiduels en incluant, si possible, la décentralisation en arrondissement.

RÉALISATIONS

- Le plan stratégique de vente et d'acquisition de terrains est complété. Il sera présenté au DGA pour son approbation d'ici la fin de l'année. Il doit être soumis à la nouvelle administration en 2010 avant son implantation. Des sommes d'argent sont déjà prévues au PTI pour procéder à certaines acquisitions urgentes.
- La révision du Fonds des immeubles est reportée à 2010, suite à une réorganisation des activités entre la DSTI et la Direction des immeubles qui affectera le modèle de facturation. Le Service des finances a demandé ce report.
- Un nouvel encadrement administratif « Modalités et conditions concernant la vente de parcelles de terrain et de parties de ruelle d'une valeur de 25 000 \$ et moins » établissant les conditions de vente de ces résidus de terrains aux propriétaires riverains a été adopté par les instances à la demande de la DSTI.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction des stratégies et transactions immobilières

En matière de transactions immobilières :

- Vendre pour 19 M\$ d'actifs immobiliers aux fins de développement immobilier.
- Les dossiers immobiliers de type « service » (achat d'immeuble, vente de résidu de terrain, cession de ruelle, mainlevée, etc.) constituent une masse critique importante de l'ensemble des mandats reliés aux transactions immobilières. Conséquemment, les objectifs visés concernent le nombre de mandats réalisés annuellement et l'amélioration du processus de travail. Pour 2010, la Division des services immobiliers doit fermer 275 mandats de type « service » et suggérer au comité exécutif de déléguer au directeur de la DSTI les dossiers de vente de terrain résiduel de moins de 25 000 \$.

En assurance qualité immobilière :

- Remettre en service le module « Immeubles à la carte » (inventaire des bâtiments).
- Réécrire l'outil de gestion du PTI en collaboration avec la DAFA.
- Implanter un bureau pour l'assurance qualité.
- Revoir le processus de gestion des chantiers.
- Normaliser les documents.
- Former des ateliers et partager les bonnes pratiques et le savoir-faire.
- Épurer 35 % des vieux dossiers de terrain.

En matière de stratégies immobilières :

- Réduire le déficit d'investissement par la mise en place des recommandations du Plan de gestion intégré des immeubles.
- Faire approuver les plans stratégiques de vente et d'acquisition de terrains municipaux
- Redévelopper le terrain du site Louvain.
- Faire approuver les plans de redéploiement des cours de service des arrondissements de Ville-Marie, du Plateau-Mont-Royal, d'Ahuntesic-Cartierville, de Saint-Léonard, d'Outremont, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et du Sud-Ouest.

PRINCIPAUX OBJECTIFS 2010

Direction des stratégies et transactions immobilières

Dans le domaine de la gestion immobilière :

- Implanter le programme de mise à niveau du réseau d'aré纳斯 de la ville en ciblant 15 aré纳斯 qui feront l'objet d'investissements de l'ordre de 15 M\$ (réserve corporative requise – PTI).
- Planifier et réaliser le relogement des activités du site Louvain (réserve corporative requise – PTI).
- Compléter les travaux de restauration des toitures en cuivre de l'hôtel de ville – 14 M\$.
- Poursuivre le programme d'accessibilité universelle des bâtiments municipaux – 2 M\$ (réserve corporative requise – PTI).
- Conformément à la politique de développement durable de la Ville, livrer le poste de quartier # 3 du SPVM, premier bâtiment municipal construit selon les critères LEED OR – 4 M\$ (réserve corporative requise – PTI).
- Poursuivre l'implantation du schéma de couverture de service du SPVM (réserve corporative requise – PTI).
- Poursuivre, pour le compte du Service de sécurité incendie de Montréal l'implantation du nouveau schéma de couverture de risque en livrant les projets d'agrandissement et de rénovation des casernes 67, 65 et 56 – 3,6 M\$ (réserve corporative requise – PTI).
- Pour le compte des arrondissements de la Ville, assurer le rôle conseil en immobilier et gérer les projets spécialisés à l'égard des propriétés sous leur responsabilité.
- En collaboration avec la Division assurance qualité immobilière, revoir les procédures internes d'appels d'offres afin d'assurer la rigueur et la transparence des processus.
- Revoir l'ensemble des procédures de gestion immobilière et de gestion des contrats afin d'optimiser les processus et d'uniformiser les façons de faire.

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Taxes			-
Paiements tenant lieu de taxes			-
Services rendus aux organismes municipaux			-
Autres services rendus	59 846,6	61 189,5	2,2
Autres revenus	19 744,2	19 730,5	(0,1)
Transferts			-
Total	79 590,8	80 920,0	1,7

Dépenses par principaux objets et catégories d'emploi

(en milliers de dollars et en années-personnes)

	\$			Années-personnes		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres et contremaîtres	1 106,9	1 651,6	49,2	8,0	12,0	50,0
Professionnels et cols blancs	6 850,8	8 977,3	31,0	82,0	104,0	26,8
Cols bleus						
Main-d'œuvre financée par emprunt	(573,2)	(751,2)		(6,3)	(8,3)	
	7 384,5	9 877,7	33,8	83,7	107,7	28,7
Biens, services et autres objets de dépenses	57 208,7	63 411,2	10,8			
Total	64 593,2	73 288,9	13,5			

Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus			Dépenses		
	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %	Comparatif 2009	Budget 2010	Écart en %
Conseil municipal	79 590,8	80 920,0	1,7	62 894,3	71 585,9	13,8
Conseil d'agglomération	-	-	-	1 698,9	1 703,0	0,2
Total	79 590,8	80 920,0	1,7	64 593,2	73 288,9	13,5

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction stratégies et transactions immobilières

Principaux éléments de variation des revenus

	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	79 590,8	0,0	79 590,8
Ajustement pour considérer la ristourne prévue au bail de l'édifice Chaussegros-de-Léry	1 300,0		1 300,0
Bail emphytéotique de la société SIX-FLAGS - Comptes complémentaires pour investissement	(247,0)		(247,0)
Variation de divers baux facturés à l'externe (terrains, bâtiments, empiètements)	407,9		407,9
Variation de la facturation interne des baux aux entités municipales	(131,7)		(131,7)
Variation totale	1 329,2	0,0	1 329,2
Budget de 2010	80 920,0	0,0	80 920,0

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction stratégies et transactions immobilières

Principaux éléments de variation des dépenses

	a.-p.	Conseil municipal ('000)	Conseil d'agglomération ('000)	Total ('000)
Comparatif 2009	83,7	62 894,3	1 698,9	64 593,2
Transfert de l'unité administrative "Gestion de projets" de la Direction des immeubles et autres transferts	25,8	2 799,6		2 799,6
Ajustement et indexation des baux		2 681,2		2 681,2
Transfert au Fonds des immeubles (parcs, évaluation et SIM)		2 194,2		2 194,2
Augmentation du coût associé au bail de Chaussegros-de-Lery		1 300,0		1 300,0
Économie budgétaire - Abolition de postes et divers - Délais de réponses aux citoyens	(2,0)	(635,8)		(635,8)
Indexation des salaires		356,5		356,5
Ajustement des compétences et divers	0,2	(4,1)	4,1	
Variation totale	24,0	8 691,6	4,1	8 695,7
Budget de 2010	107,7	71 585,9	1 703,0	73 288,9

Mise en valeur du territoire et du patrimoine

Direction stratégies et transactions immobilières

Programme triennal d'immobilisations 2010-2012

(investissements au brut et en milliers de dollars)

No	Projet	2010			2011			2012			2010-2012		
		Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total	Conseil municipal	Conseil d'agglom.	Total
PTI régulier													
20910	Programme de remplacement des véhicules	350	350	700	350	350	700	350	350	700	1 050	1 050	2 100
38009	Programme de protection des bâtiments culturels	430	30	460			0			0	430	30	460
42290	Rénovation du Complexe sportif Claude-Robillard	181		181	135		135			0	316	0	316
42306	Programme de protection des bâtiments sportifs	936		936	464		464			0	1 400	0	1 400
64020	Programme de développement - Immeubles du Service de police		8 455	8 455			0			0	0	8 455	8 455
64021	Programme de protection - Immeubles du Service de police		613	613		143	143			0	0	756	756
66030	Programme de protection des bâtiments administratifs	3 161	3 641	6 802	228		228			0	3 389	3 641	7 030
66130	Programme d'accessibilité aux immeubles	337	0	337	236		236			0	573	0	573
66150	Programme d'enlèvement et de remplacement de réservoirs d'hydrocarbures		34	34			0			0	0	34	34
66167	Programme de protection des systèmes électromécaniques	151	653	804	136	68	204	141	73	214	428	794	1 222
66190	Cour de services - Le Plateau-Mont-Royal	775		775	369		369			0	1 144	0	1 144
66240	Relocalisation d'activités du soutien technique - Complexe Viau-de Rouen			0			0			0	0	0	0
66460	Programme de protection des bâtiments industriels	387	3 152	3 539	0	565	565		107	107	387	3 824	4 211
66670	Rénovation du bâtiment de la cour municipale	10		10	150		150	150		150	310	0	310
66680	Édifice Chaussegros-de-Léry - Réaménagement	129		129			0			0	129	0	129
67856	Programme de réfection d'enveloppes de bâtiments	30		30			0			0	30	0	30
Total		6 877	16 928	23 805	2 068	1 126	3 194	641	530	1 171	9 586	18 584	28 170

ANNEXE

SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE ET DU PATRIMOINE

Dépenses - évolution budgétaire 2009

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2009	193 061,0	75 941,2	269 002,2
Crédits additionnels	13 626,6	4 651,4	18 278,0
Plan de rationalisation	(5 279,0)	(1 030,5)	(6 309,5)
Réserve corporative	(7 391,5)	(2 915,1)	(10 306,6)
Budget modifié 2009	194 017,1	76 647,0	270 664,1
Prévisions 2009	194 239,7	71 936,5	266 176,2
Surplus (déficit)	(222,6)	4 710,5	4 487,9
<u>Explications des principaux écarts</u>			
<i>Masse salariale</i>			
Écarts salariaux	967,5	858,0	1 825,5
Employés hors structure	(886,0)	(785,7)	(1 671,7)
Employés temporaires	(648,9)	(575,5)	(1 224,4)
Temps supplémentaires	(438,6)	(388,9)	(827,5)
Écarts postes capitalisables	(80,3)	(71,3)	(151,6)
Financement du déficit de la masse salariale via les autres familles	1 086,3	963,4	2 049,7
<i>Autres familles</i>			
Report à 2010 - Dépenses afférentes au protocole d'entente de 140 M\$ dans le cadre de la stratégie « <i>Imaginer, Réaliser Montréal 2025</i> »	3 970,6		3 970,6
Programmes de subvention	454,6	3 901,7	4 356,3
Coûts d'acquisition des propriétés destinées à la revente ⁽¹⁾	(5 559,9)		(5 559,9)
Services professionnels moindre que prévu	912,1	808,8	1 720,9
	(222,6)	4 710,5	4 487,9

⁽¹⁾ Suite à l'application de nouvelles normes comptables, les propriétés destinées à la revente ont été réévaluées en 2007. En date du 11 janvier 2010, une correction de 9,2 M \$ est prévue. La valeur de notre inventaire est actuellement en voie de révision afin que celui-ci continue à refléter le moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le traitement comptable de certains actifs devra être revu avec le Service des finances.

SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE ET DU PATRIMOINE

Revenus - évolution budgétaire 2009

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2009	165 323,5	43 778,5	209 102,0
Revenus additionnels	13 323,6	4 301,5	17 625,1
Réserve corporative	(1 809,7)	(1 147,0)	(2 956,7)
Budget modifié 2009	176 837,4	46 933,0	223 770,4
Prévisions 2009	158 363,5	44 584,9	202 948,4
Surplus (déficit)	(18 473,9)	(2 348,1)	(20 822,0)
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Ventes de terrains moindre que prévu suite au contexte économique	(13 102,0)		(13 102,0)
Report à 2010 - Vente de l'immeuble de l'École des premières lettres	(3 500,0)		(3 500,0)
Report à 2010 - Revenus afférent au protocole d'entente de 140 M\$ dans le cadre de la stratégie « <i>Imaginer, Réaliser Montréal 2025</i> »	(3 970,6)		(3 970,6)
Programmes de subvention	1 319,4	(3 146,9)	(1 827,5)
Revenus ponctuels - Habitation	(1 150,0)		(1 150,0)
Revenus de baux DSTI	1 616,3		1 616,3
Ajustement rétroactif baux postes de police - villes liées		898,8	898,8
Divers	313,0	(100,0)	213,0
	(18 473,9)	(2 348,1)	(20 822,0)

Sommaire

Dépenses et années-personnes par directions

(en milliers de dollars et variation annuelle en pourcentage)

Direction	Années-personnes			Conseil municipal			Conseil d'agglomération			Total		
	Comparatif 2008	Comparatif 2009	Budget 2010	Comparatif 2008	Comparatif 2009	Budget 2010	Comparatif 2008	Comparatif 2009	Budget 2010	Comparatif 2008	Comparatif 2009	Budget 2010
Direction	9,0	10,0 11,1%	10,0 0,0%	5 099,4	3 029,8 -40,6%	13 451,8 344,0%	1 387,7	1 462,1 5,4%	2 032,3 39,0%	6 487,1	4 491,9 -30,8%	15 484,1 244,7%
Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise	36,0	34,6 -3,9%	33,6 -2,9%	2 579,6	2 506,9 -2,8%	2 431,0 -3,0%	7 505,6	7 033,2 -6,3%	6 034,9 -14,2%	10 085,2	9 540,1 -5,4%	8 465,9 -11,3%
Direction de l'analyse financière et administration	37,0	31,0 -16,2%	32,6 5,2%	6 365,1	7 263,0 14,1%	9 707,2 33,7%	5 596,5	6 302,6 12,6%	3 453,0 -45,2%	11 961,6	13 565,6 13,4%	13 160,2 -3,0%
Direction du développement économique et urbain	87,0	82,0 -5,7%	82,4 0,5%	10 602,2	11 202,5 5,7%	9 333,5 -16,7%	28 879,9	29 115,2 0,8%	28 704,1 -1,4%	39 482,1	40 317,7 2,1%	38 037,6 ¹ -5,7%
Direction de l'habitation	73,0	69,0 -5,5%	73,0 5,8%	28 709,8	30 379,9 5,8%	32 746,4 7,8%	26 986,0	30 329,2 12,4%	29 777,1 -1,8%	55 695,8	60 709,1 9,0%	62 523,5 3,0%
Direction des immeubles	482,0	428,6 -11,1%	406,1 -5,2%	118 578,8	75 784,6 -36,1%	73 137,5 -3,5%	1 670,0	- -100,0%	- -	120 248,8	75 784,6 -37,0%	73 137,5 -3,5%
Direction des stratégies et des transactions immobilières	50,5	83,7 65,7%	107,7 28,7%	11 547,5	62 894,3 444,7%	71 585,9 13,8%	-	1 698,9 -	1 703,0 0,2%	11 547,5	64 593,2 459,4%	73 288,9 13,5%
Total	774,5	738,9 -4,6%	745,4 0,9%	183 482,4	193 061,0 5,2%	212 393,3 10,0%	72 025,7	75 941,2 5,4%	71 704,4 -5,6%	255 508,1	269 002,2 5,3%	284 097,7 5,6%

¹ Au montant de 38 037,6 \$, s'ajoute une somme de 4,3 M\$ prévue au Service des finances afin de financer le PR@M-Industrie. Sur une base comparable, le budget serait de 42,3 M\$.

Sommaire

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Revenus par direction

(en milliers de dollars)

Direction	Conseil municipal			Conseil d'agglomération			Total		
	Comparatif 2008	Comparatif 2009	Budget 2010	Comparatif 2008	Comparatif 2009	Budget 2010	Comparatif 2008	Comparatif 2009	Budget 2010
Direction	-	-	10 026,7	-	-	3 500,0	-	-	13 526,7
		-	-		-	-		-	-
Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise	9,5	9,5 0,0%	9,5 0,0%	3 407,8	3 220,0 -5,5%	2 774,5 -13,8%	3 417,3	3 229,5 -5,5%	2 784,0 -13,8%
Direction de l'analyse financière et administration	3,0	3,0 0,0%	3,0 0,0%	-	-	-	3,0	3,0 0,0%	3,0 0,0%
Direction du développement économique et urbain	3,2	78,2 2343,8%	78,2 0,0%	12 676,4	15 379,6 21,3%	16 230,9 5,5%	12 679,6	15 457,8 21,9%	16 309,1 5,5%
Direction de l'habitation	13 172,3	15 661,2 18,9%	14 971,2 -4,4%	22 103,0	25 178,9 13,9%	26 876,5 6,7%	35 275,3	40 840,1 15,8%	41 847,7 2,5%
Direction des immeubles	114 088,8	69 980,8 -38,7%	71 971,8 2,8%	322,4	-	-	114 411,2	69 980,8 -38,8%	71 971,8 2,8%
Direction des stratégies et des transactions immobilières	23 989,3	79 590,8 231,8%	80 920,0 1,7%		-	-	23 989,3	79 590,8 231,8%	80 920,0 1,7%
Total	151 266,1	165 323,5 9,3%	177 980,4 7,7%	38 509,6	43 778,5 13,7%	49 381,9 12,8%	189 775,7	209 102,0 10,2%	227 362,3 8,7%

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Subventions - Dépenses

	2009	2010		
		Agglomération	Ville	Total
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE				
<u>Programmes de développement économique</u>				
Programme de coopération industrielle (PROCIM V) ⁽¹⁾	1 200 000	300 000		300 000
Crédit de taxes - Secteur industriel ⁽¹⁾	500 000	100 000		100 000
Revitalisation des terrains vagues du centre-ville ⁽¹⁾	200 000			
Programme Réussir@montréal - volet industrie ^{(3) *}	731 000			
Programme Réussir@montréal - volet commerce ⁽³⁾	2 866 100	3 722 000		3 722 000
Programme Réussir@montréal - volet revitalisation ⁽²⁾	1 250 000		405 000	405 000
Gestion de programme de développement économique ⁽³⁾	250 000		200 000	200 000
Subventions infrastructures résidentielles ⁽¹⁾	3 834 000		1 553 700	1 553 700
Sous-total - Dépenses	10 831 100	4 122 000	2 158 700	6 280 700
PATRIMOINE				
<u>Programmes de développement patrimoine</u>				
Entente développement culturel de Montréal - MCC/Ville ⁽³⁾	5 217 500	4 442 500		4 442 500
Programme de mise en valeur du mont Royal ⁽³⁾	700 000	525 000		525 000
Sous-total - Dépenses	5 917 500	4 967 500		4 967 500
HABITATION				
<u>Programmes de développement de l'habitation</u>				
Soutien aux partenaires et frais de vérification ⁽³⁾	210 000	60 000	150 000	210 000
Programme Rénovation Québec ^(2 et 3)	26 864 500	5 742 800	22 971 900	28 714 700
Accession à la propriété (Ville seulement) ⁽³⁾	250 000			
Rénovation AccèsLogis & logement abordable Qc - volet social ⁽³⁾	21 742 500	20 353 500		20 353 500
Subventions complémentaires - projets spéciaux - logement social ⁽³⁾	750 000	750 000		750 000
Programme d'aide pyrite ⁽³⁾	200 000		150 000	150 000
Logements adaptés pour aînés autonomes LAAA ⁽³⁾	500 000		500 000	500 000
Amélioration des maisons d'hébergement PAMH ⁽³⁾	500 000		500 000	500 000
Adaptation à domicile (PAD) ⁽³⁾	2 000 000		1 800 000	1 800 000
Campagne Habiter-Montréal	325 000		1 150 000	1 150 000
Sous-total - Dépenses	53 342 000	26 906 300	27 221 900	54 128 200
Total - Dépenses de subvention	70 090 600	35 995 800	29 380 600	65 376 400

(1) Fin de programme - admissibilité terminée

(2) Nouveau programme ou nouvelle phase

(3) Programme en cours

* Un montant de 4 300 000 \$ est prévu pour ce programme au Service des finances (chapitre corporatif)

Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine

Subventions - Revenus

	2009	2010		
		Agglomération	Ville	Total
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE				
<u>Programmes de développement économique</u>				
Programme Réussir@montréal - volet commerce ⁽³⁾		2 500 000		2 500 000
Sous-total - Revenus	0	2 500 000		2 500 000
PATRIMOINE				
<u>Programmes de développement patrimoine</u>				
Entente développement culturel de Montréal - MCC/Ville ⁽³⁾	2 895 000	2 524 500		2 524 500
Programme de mise en valeur du mont Royal ⁽³⁾	325 000	250 000		250 000
Sous-total - Revenus	3 220 000	2 774 500		2 774 500
HABITATION				
<u>Programmes de développement de l'habitation</u>				
Programme Rénovation Québec ⁽³⁾	13 432 200	2 871 500	11 485 800	14 357 300
Bonification PRQ - volet social - contribution CMM ⁽²⁾	0	2 871 500		2 871 500
Rénovation accès logis & logement abordable Qc - volet social - contribution CMM ⁽³⁾	21 742 500	20 353 500		20 353 500
Programme d'aide pyrite ⁽³⁾	200 000		150 000	150 000
Logements adaptés pour aînés autonomes LAAA ⁽³⁾	500 000		500 000	500 000
Amélioration des maisons d'hébergement PAMH ⁽³⁾	500 000		500 000	500 000
Adaptation à domicile (PAD) ⁽³⁾	2 000 000		1 800 000	1 800 000
Sous-total - Revenus	38 374 700	26 096 500	14 435 800	40 532 300
Total - Revenus de subvention	41 594 700	31 371 000	14 435 800	45 806 800
Total au net - dépenses moins les revenus	28 495 900	4 624 800	14 944 800	19 569 600

(1) Fin de programme - admissibilité terminée

(2) Nouveaux revenus

(3) Programme en cours

Document préparé par le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine
303, rue Notre-Dame, Est 5^{ième} étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Personne-ressource : M. Carlo Baldassarri
Chef de division – Développement des ressources financières et matérielles
Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine
Direction de l'analyse financière et administration
(514) 872-4046
cbaldassarri@ville.montreal.qc.ca

Janvier 2010